

# solidarité guatemala

30 F

Revue trimestrielle d'information et d'analyse sur le Guatemala

SPECIAL

NUMERO

Europe-Amérique centrale

L'AIDE

## Droits de l'homme au Guatemala

Bilan 1986

## Israël

Du Proche-Orient à l'Amérique centrale

## Théâtre d'un viol

« Torotoumbo » de M. A. Asturias

Une stratégie pour  
la paix

4° P. 12325



## COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN  
Diego RODRIGUEZ  
Paulette BOINOT  
Philippe MORVAN  
Charlotte DABADIE  
Hugues CAYZAC  
Laurette FARGES  
Benjamin THOMAS  
Laure VANEL

### Réalisation

Hugues CAYZAC  
Laure VANEL

### Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :  
65 146

ISSN 0755 0332

### **SOLIDARITE GUATEMALA**

*est édité par le*

### **COLLECTIF GUATEMALA**

- Association loi 1901 -  
67, rue du Théâtre  
75015 Paris  
Tél : 45 79 67 57  
(le jeudi à partir de 19 h)

*Photocomposition :*  
Samuel Tastet

*Impression :*  
Rotographie Montreuil

**Abonnement annuel : 70 F**  
**Abonnement de soutien :**  
**100 F**

*Diffusion :*  
Chiron Diffusion  
40, rue de Seine  
75006 Paris

Tout article de  
*Solidarité Guatemala* peut être  
cité, reproduit tout en  
indiquant, en geste solidaire,  
sa source. Merci.



*Le respect des libertés et l'établissement d'institutions démocratiques et pluralistes sont les conditions sine qua non d'une paix durable en Amérique centrale ? En effet, il est un sentiment partagé que l'on sent sourdre de cette région déchirée : le désir de paix. Tant des pouvoirs que des populations, des États que des mouvements sociaux.*

*Pourquoi ? Parce que les gouvernements centro-américains se doivent de reconnaître aujourd'hui que «leur» sortie de crise ne pourra se réaliser qu'en passant par là : la paix.*

*Parce que les peuples, première victime des conflits armés, s'en fatiguent, et finalement s'y refusent. Parce qu'il n'y a certainement que le président R. Reagan pour qui le coût social des guerres comme leur financement ne pèsent pas trop lourdement.*

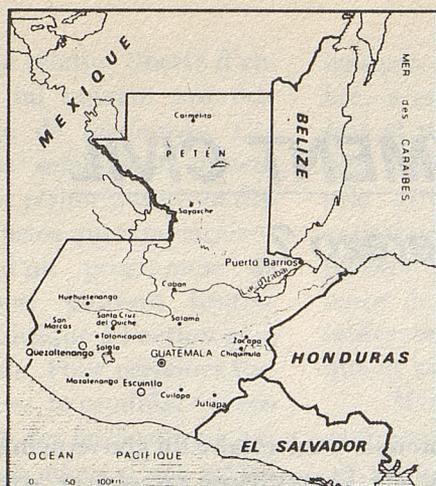
*En ce sens, il est regrettable que les propositions telles celles du Groupe de Contadora prennent la démocratie comme un*

préalable à l'arrêt de la guerre et non l'inverse. Il apparaît également dommage qu'ait cessé ce rapprochement entre l'Europe et le continent latino-américain qui se refusait justement à partager les thèses bellicistes de la Maison-Blanche, et où l'on voyait la France apporter un soutien politique mince, mais certes réel aux représentants des populations premières concernées par une situation catastrophique.

Quelques chiffres : plus de la moitié des 90 000 détenus-disparus latino-américains viennent d'Amérique centrale ; plus de 200 000 personnes y ont été tuées de manière extrajudiciaire ; plus de 30% de la population de cette région est réfugiée ou déplacée suite aux conflits ; sans omettre les problèmes endémiques comme la faim, le chômage, étroitement liés aux épidémies d'injustice sociale et de crimes contre l'humanité.

Des solutions sont envisageables. Et non en apportant pour toute réponse et explication le danger soviétique et ses velléités d'invasion, en nous faisant prendre des conflits sociaux pour une « guerre de basse intensité », sous-expression de l'éternel et omniprésent conflit Est-Ouest. Car les souffrances de la région centro-américaine nous le prouvent : les partisans de cette interprétation sont également les fauteurs de guerre et, en dernier ressort, les responsables des violations des droits de l'homme en Amérique centrale.

Le Guatemala est un bon exemple. L'un des trois pays du continent latino-américain concernés par la violation des droits de l'homme à l'ONU, il compte 50% de sa population active sans emploi. Son nouveau président – élu – civil joue la carte de la crédibilité internationale, défend l'idée d'un Parlement centro-américain. Mais, en politique intérieure, pris dans le tir croisé d'une institution militaire réticente à passer les pouvoirs et ses propres limites, Vinicio Cerezo refuse d'accéder aux demandes multiples de la majorité des secteurs guatémaltèques : le monde ouvrier et syndical, les paysans, les parents de disparus, les habitants des bidonvilles, le secteur éducatif, etc. Et c'est ainsi qu'il refuse aussi de dialoguer avec l'opposition politico-militaire qui lui propose de négocier la paix au Guatemala. C'est ainsi que, fondamentalement, le régime guatémaltèque s'oppose à la réalisation de la paix dans ce pays et dans la région.



**Guatemala** vient de « Quauhtemallan » qui signifie « Terre des arbres » en Nahuatl. La langue officielle est le castillan ; il existe également 22 langues indiennes.

**Superficie** : 108 899 km<sup>2</sup>.

**Population** : 7,5 millions d'habitants.

- ◇ 61 % dans les zones rurales.
- ◇ 39 % dans les zones urbaines.
- ◇ 60 % sont Indiens.

**Santé** : L'espérance de vie est de 59 ans à la ville et 41 ans à la campagne.

- ◇ Seulement 40 % des jeunes Guatémaltèques atteignent l'âge adulte.
- ◇ La mortalité infantile est de 87‰.
- ◇ 700 000 personnes souffrent de malnutrition.
- ◇ 1 médecin pour 4 000 habitants.

**Analphabétisme** :

- ◇ 63 % d'analphabètes pour la population totale.
- ◇ 91 % pour les populations indiennes.

**Economie** :

- ◇ Essentiellement agro-exporta-

trice : café, coton, banane, sucre, viande.

- ◇ Production de subsistance : maïs et haricots noirs.
- ◇ Industrie peu développée : principalement de transformation, textile et produits alimentaires.
- ◇ Principal client : les Etats-Unis.
- ◇ 75 % des entreprises dépendent du capital étranger.
- ◇ Un tiers de la population active est au chômage.
- ◇ Distribution des terres : 2,1 % des propriétaires possèdent 72 % des terres, dont 5 % seulement cultivés ; 91,4 % en possèdent 21,9 %.

**Répression** :

- ◇ 83 000 morts depuis le coup d'Etat de 1954, dont 14 000 durant les 18 mois de gouvernement de Rios Montt.
- ◇ Environ 100 000 réfugiés au Mexique.
- ◇ Un million de réfugiés internes.
- ◇ Environ 40 000 détenus-disparus.
- ◇ 900 000 enrôlés de force dans les Patrouilles d'autodéfense civile.
- ◇ Un nombre inconnu de personnes embrigadés dans les Pôles de développement.

# UN AN DE GOVERNEMENT CIVIL

## *Où va Vinicio Cerezo ?*

ACTUALITE

La commémoration du premier anniversaire du gouvernement démocrate-chrétien n'aura pas été l'«apothéose populaire» attendue par le président Cerezo. Après un an d'«expérience gouvernementale», la politique de la Démocratie chrétienne ne semble susciter aucun mouvement significatif d'adhésion dans le pays.

Il y a un an, le 14 janvier 1986, Vinicio Cerezo, un avocat démocrate-chrétien, recevait l'écharpe présidentielle des mains du général Oscar Mejia Victores, inaugurant ainsi le premier mandat d'un civil après près de trente-deux ans de gouvernements militaires. Cette année, pourtant, aucune force politique représentative, en dehors de la DC, n'a accepté de s'associer aux cérémonies officielles voulant consacrer, désormais, le 14 janvier comme «jour de la démocratie». Bien au contraire, les principaux partis politiques légaux ont rendu publiques des déclarations critiquant durement les principaux aspects de la politique gouvernementale durant sa première année de gestion. Pour eux, le 14 janvier c'est

le jour de l'arrivée de Cerezo au pouvoir. Il ne peut être considéré comme la «fête de l'instauration de la démocratie» dans le pays.

Pour clôturer une journée qui se voulait «historique», V. Cerezo avait invité la population à une «fête populaire» à la Plaza centrale, devant le Palais national. Elle n'a réuni qu'une petite foule. Et pour comble de malheur, des groupes incontrôlés ont par la suite provoqué des troubles sérieux, pillant des magasins, brisant des vitrines et s'affrontant à la police et aux soldats. Bref, cette journée n'a fait que mettre en relief le peu d'identification de la population avec la politique gouvernementale.

Les conditions de la victoire de Cerezo (1) pouvaient laisser

croire à une relative liberté d'engagements, lui ouvrant une certaine marge de manœuvre. Ces attentes semblaient alimentées par une rhétorique et un discours populistes qui remplaçaient l'absence d'un programme de gouvernement pouvant fournir un cadre politique à l'action gouvernementale. Pour certaines forces politiques, le candidat Cerezo avait avancé des propositions surprenantes, et même d'une certaine audace. L'opposition clandestine regroupée au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) signalait, de son côté, que le fait d'arriver au gouvernement sans véritables engagements de programme, loin d'être une expression de force, ne pouvait que masquer une grande faiblesse politique qui empêcherait le gouvernement de disposer d'un véritable soutien organique.

Ainsi, sur le terrain économique et social, V. Cerezo avait développé l'idée de la «*concertation*» comme mécanisme privilégié pour relancer l'activité économique du pays. Mais, dès le début, nombreux ont été ceux qui, ayant soutenu la candidature de V. Cerezo, lui ont reproché de chercher à «*concerter*»... seulement avec certains. La «*concertation*» avec le secteur privé a eu, en effet, la priorité dans l'action du gouvernement, et a abouti à la négociation du Programme de réajustement économique et social. Ce programme, basé sur des

mesures «*monétaristes*» d'équilibre, a entraîné la libération des prix et la renonciation explicite à des réformes structurelles. Le rôle attribué au secteur agro-exportateur traditionnel — la puissante oligarchie — dans la relance de l'économie ne fait que renforcer son pouvoir économique et politique.

Mais, malgré les nombreuses concessions faites au secteur privé, sans aucune contrepartie en direction des secteurs populaires, la DC n'a pas réussi à gagner la confiance du CACIF, la puissante chambre patronale. Celle-ci a publié, à l'occasion du 14 janvier, un long communiqué très critique à l'égard de la politique suivie par le président Cerezo au cours de sa première année de gestion. Et le Mouvement de libération nationale — MLN, parti d'extrême droite, représentatif des intérêts de l'oligarchie agro-exportatrice — va plus loin : il demande, sans nuances, la démission du gouvernement.

### LES RELATIONS AVEC L'ARMÉE

*«Dans les premiers six mois de gouvernement, j'aurai 30% de pouvoir. Au bout de deux ans, j'en aurai 50%. Mais, pendant les cinq ans de mon mandat, je n'en aurai jamais plus de 70%.»* (2) Cette formule, utilisée à plusieurs reprises par V. Cerezo avant son investiture, avait le mérite de souligner le principal problème que le nouveau gouvernement

aurait à affronter : qui aurait le pouvoir, le président ou l'armée ?

La ligne adoptée par V. Cerezo dès le début de son mandat fut d'éviter toute confrontation directe avec les militaires. Il commence donc par accepter le décret d'auto-amnistie des militaires, émis la veille de la passation des pouvoirs par le général Mejia Victores qui a pour objet de bloquer toute poursuite légale à l'encontre des responsables des violations des droits de l'homme. V. Cerezo justifie son refus d'abroger ce décret au nom de sa politique de « concertation » :

Depuis sa prise de fonctions, le président Cerezo a tenu, à plusieurs reprises, des propos extrêmement élogieux envers les militaires rejetant systématiquement les accusations lancées par les organismes des droits de l'homme à leur encontre. Ainsi, lors de son passage à Paris, en octobre dernier, il affirmait qu'il faudrait plutôt *«remercier l'armée d'avoir permis l'ouverture»* et qu'il fallait *«intégrer l'armée à la vie nationale, lui permettant de jouer son rôle en tant qu'institution chargée de défendre la sécurité et la souveraineté nationale.»* Mais, pour être tout à fait exact, il aurait dû dire que c'est l'armée qui a permis à la DC, ainsi qu'à tous les autres partis légaux, de *«s'intégrer»* à la vie nationale, et que le malnommé *«retour à la démocratie»* a été un processus dirigé, contrôlé et encadré par les militaires, et dans

lesquels Vinicio Cerezo n'est pour rien.

Cette situation a été parfaitement synthétisée par l'archevêque du Guatemala, Mgr. Prospero Penados, qui utilisa la formule de *«gouvernement civil militarisé»* pour parler d'un pouvoir militaire non soumis à l'autorité institutionnelle issue des élections. Cela donne comme résultat une *«démocratie inopérante»*, dans la mesure où elle ne peut fonctionner qu'au prix de l'abandon de toute tentative de transformation essentielle, car le pouvoir civil n'a aucun moyen d'imposer sa propre politique aux militaires. Ces derniers gardent un pouvoir de pression tel sur les choix essentiels du gouvernement qu'ils décident encore aujourd'hui de ce qui se fait ou pas ; de la même façon qu'ils avaient tout décidé à propos de l'*«ouverture démocratique»*, sans que les partis politiques aient pu modifier quoi que ce soit.

Dans ces conditions, *«l'alternative civile»* n'offre aucune perspective de changement réel, surtout avec une armée restée intacte et n'ayant subi la moindre modification liée à des facteurs externes.

---

(1) Voir *Solidarité Guatemala*, numéro 32-33, hiver 1986.

(2) Déclaration de Vinicio Cerezo à Hunter P. Clark, *Time*, novembre 1985.

# DROITS DE L'HOMME

## AU GUATEMALA

### *Bilan 1986*

ACTUALITE

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocrate-chrétien a réveillé, dans certains secteurs de la communauté internationale et de la population guatémaltèque, quelques espoirs en ce qui concerne le respect des droits de l'homme.

Commission des droits de l'homme du Guatemala  
(CDHG)

Ce passage du régime militaire au gouvernement civil ne marque cependant aucun changement pour la situation des droits de l'homme : c'est ce qui se dégage de l'examen des faits qui ont eu lieu de janvier 1986 à aujourd'hui. Les violations des droits de l'homme et principalement du droit à la vie continuent. La Commission des droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a enregistré, de janvier à novembre inclus : 450 cas d'exécutions sommaires et 110 cas d'enlèvements ou de disparition.

Amnesty International, dans son rapport 1986, dépeint la même situation : «*Des détentions arbitraires, tortures et assassinats ont été perpétrés par les forces militaires et paramilitaires au Sal-*

*vador et au Guatemala*» et précise plus loin que «*la répression était plus sélective en comparaison des années précédentes.*» On a observé avec certitude, en particulier dans les cas d'enlèvements ou de disparitions, que cette sélection notée par Amnesty International touche principalement des travailleurs agricoles dans les départements de Escuintla, San Marcos, Suchitepéquez, et des personnes aux activités diverses dans les départements de Santa Rosa et de Guatemala, de même que dans la capitale. Il faut également signaler comme fait important la disparition de personnes appartenant aux groupes qui se déplacent à l'intérieur du pays, et qui après s'être placés sous la protection de l'Église ou

des autorités ont été persécutés et finalement enlevés par des soldats du gouvernement, dans les départements d'Izabal et de Alta Verapaz.

La situation des autres droits civils et politiques comme le droit à l'*Habeas Corpus*, le droit d'association et celui de ne pas recevoir de traitement cruel, dégradant et inhumain est également grave. Le recours à l'*Habeas Corpus* continue à être totalement inefficace, comme le confirme le fait qu'aucun des 1 367 recours présentés par le Groupe d'appui mutuel (GAM) et tant d'autres, présentés institutionnellement ou personnellement, n'a donné de résultat positif.

L'intimidation des travailleurs qui tentent de s'organiser en syndicats et l'attaque des syndicats déjà formés constituent une violation ouverte du droit d'association. A ce propos, il est nécessaire de rappeler la menace constante dont le GAM a été victime : sa dissolution. Ces tentatives vont depuis le refus du président de former une commission d'enquête pour connaître le sort des disparus jusqu'à l'apparition de prétendues associations de familles de disparus, qui s'opposent au GAM, comme le Groupe d'appui mutuel indigène (GAMI). «*On voudrait ce faisant, retenir contre le GAM un problème racial et l'éventuelle radicalisation que n'a en aucun cas perçu notre commission. Le père André Giron est le seul qui considère comme probable l'existence du GAMI, tous les*

*informateurs, y compris l'archevêque Penados, estimant que le GAMI est une pure invention destinée à ébranler le GAM.*» (1)

## LA RÉNOVATION DES IDÉOLOGIES

L'utilisation de pratiques cruelles inhumaines et dégradantes (tortures) existe, on en veut pour preuve les cadavres, retrouvés fréquemment sur les routes du pays, portant des traces de tortures.

Pour ce qui est des droits économiques et sociaux, il suffit d'examiner rapidement les conditions de vie de la population guatémaltèque pour comprendre que l'on continue à les violer, tout simplement en les ignorant. La situation des paysans, qui a toujours été grave, n'a pas été examinée attentivement ; le gouvernement démocrate-chrétien a déclaré officiellement qu'il n'a nullement l'intention d'effectuer une réforme agraire. Ceci dans un pays où l'injuste répartition des richesses, résultant du régime des grandes propriétés, a fait surgir une extrême inégalité sociale.

Les droits culturels, en particulier ceux de la population indigène, majoritaire dans le pays, continuent à être bafoués. L'existence des «pôles de développement» créés par les régimes militaires précédents et maintenus par l'actuel gouvernement civil constitue la pire des atteintes à ces droits. «*Dans les villages*

*modèles ou pôles de développement, le contrôle des habitants constitue, en soi, une atteinte aux droits de l'homme, sans parler de celle que constitue l'assignation imposée du lieu de résidence, et l'interdiction de circuler librement en dehors des limites du village.»* (2) Les conditions de vie dans lesquelles vivent les habitants de ces pôles sont révélées par la pancarte située à l'entrée de Sarachot, Alta Verapaz : *«Bienvenus à Sarachot, nouvelle communauté obéissante, antisubversive et à l'idéologie rénovée.»* (3)

Ceci nous renvoie à l'ensemble du système constitué par les pôles de développement, les coordinations interinstitutionnelles et les patrouilles civiles, créés pour assurer le contrôle de l'armée, sur la population civile, principalement dans les zones de conflit. Les effets sociaux de ce contrôle sont déjà manifestes : *«Les gens se cachent dans leurs maisons vides aussitôt que nous nous approchons. Il n'y a pratiquement pas de végétation, presque aucun animal, cependant la rue porte son nom «rue de l'Armée», «rue de la Victoire». Les personnes avec lesquelles nous discutons raconte la terreur d'autrefois... On leur arrache avec beaucoup de patience quelques mots sur le présent, ils ont peur, leurs regards se tournent à plusieurs reprises vers les soldats, qui sont en train de nous observer.»* (4)

Ainsi, les chances de voir venir les réfugiés qui se trouvent

au Mexique diminuent. Ces réfugiés guatémaltèques ont posé comme condition de leur retour au pays la disparition totale de ces appareils de violation des droits de l'homme, le retour dans la communauté dont ils sont originaires et le procès des militaires responsables des massacres et qui ont fait brûler la terre.

La situation de ceux qui se déplacent à l'intérieur s'aggrave elle aussi. Après être restés plus de cinq ans cachés dans les montagnes, pour fuir l'armée du gouvernement, ils ont dû, face à la menace des soldats qui les traquent depuis qu'ils les ont repérés, se réfugier sous la protection de l'Église ou des autorités civiles. On a dénoncé les persécutions incessantes dont ils font l'objet, puisqu'on les accuse — pour la majorité ce sont des femmes et des enfants — d'appartenir à la guérilla.

### LES OPÉRATIONS CONTINUENT

Les opérations de contre-insurrection, qui affectent directement la population civile, continuent, comme le montrent les cas enregistrés à Solola, Suchitepequez, El Peten, Chimaltenango, où notamment des récoltes entières ont été brûlées.

Les mesures qu'avait promises le président Vinicio Cerezo pour un véritable respect des droits de l'homme et qu'avaient réclamées des organismes nationaux et internationaux et les Na-

tions-Unies n'ont pas été prises en compte. On n'a pas encore organisé de consultation nationale pour savoir si la population civile désire participer aux patrouilles civiles ; on n'a pas démantelé le contrôle que l'armée exerce par le biais des pôles de développement et les coordinations interinstitutionnelles ; on n'a pas créé de commission d'enquête pour connaître le sort des disparus ; les exécutions sommaires, les enlèvements ou disparitions et la torture existent encore ; on trouve toujours des prisons clandestines.

En ce qui concerne une des mesures indispensables pour rétablir un véritable respect des droits de l'homme, celle de juger les militaires responsables de les avoir violés, le président Cerezo a déclaré : *« Nous avons déjà répété à plusieurs reprises que nous ne jugerons personne... Il est facile de l'expliquer ; le pays a déjà perdu beaucoup de sang et ne désire que la paix. Nous ne pouvons condamner les militaires qui ont favorisé le retour à la démocratie. »* (5) Cette déclaration a été faite par le président lors de sa tournée aux États-Unis et dans plusieurs pays européens.

Elle a mis en évidence la contradiction qui existe entre la politique extérieure de son gou-

vernement et la situation réelle à l'intérieur du pays. A la politique de « neutralité active » face au conflit centro-américain, à l'intention de contrôler la situation dans cette zone, à l'initiative de former un parlement centro-américain, à l'intention évidente de montrer l'image d'un Guatemala tranquille, s'oppose le bilan négatif de la situation des droits de l'homme, que nous avons tenté de dresser.

Après un an déjà de gouvernement démocrate-chrétien, nous constatons qu'au Guatemala il continue d'exister une situation de violation systématique des droits de l'homme qui, imposée par les gouvernements militaires précédents comme politique gouvernementale, n'a pas été modifiée.

---

(1) « Rapport sur le Guatemala », Commission de juristes espagnols, mission du 1er au 15 septembre 1986, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 15.

(3) *Ibid.*, p. 15.

(4) Rapport de l'Alliance verte-Alternative GRAEL, 24 février, 21 mars 1986, Bruxelles, juillet 1986, p. 17.

(5) « Nous voulons éviter un conflit entre l'Est et l'Ouest en Amérique centrale : Vinicio Cerezo », entrevue publiée par *le Monde* à Paris et reproduite par *Excelsior*, Mexico, 7 octobre 1986.

# URNG : UNE STRATEGIE POUR LA PAIX

## *Entretien avec ses représentants en Europe*

Bien avant son arrivée au pouvoir, l'actuel président de la République se présentait comme un homme qui cherchait par dessus tout le rétablissement de la paix et de la démocratie. Chacun s'attendait à ce que cela se traduise par la volonté d'une solution politique au conflit armé qui oppose les organisations révolutionnaires, regroupées dans l'URNG, aux différents gouvernements militaires depuis plus de vingt ans.

ACTUALITE

*Selon votre opinion, qu'est-ce qui a poussé Vinicio Cerezo à parler de dialogue, alors qu'il savait que l'institution militaire était en complet désaccord avec une quelconque solution politique au conflit ?*

Alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence de la République, V. Cerezo avait accordé une interview à *SIAG-Press* qui fit beaucoup de bruit à l'époque. C'était en novembre 1985. Il affirma qu'il ne croyait pas à une victoire militaire de l'armée contre la guérilla, et que la situation du mouvement révolutionnaire armé devait trouver une issue politique. Il serait donc prêt, en tant que président de la République, à entamer un pro-

cessus de « concertation » avec tous les secteurs de la vie politique guatémaltèque.

En second lieu, il ne faut pas oublier le contexte centro-américain : l'existence de Contadora et du groupe de soutien à Contadora, les propositions du FMLN au Salvador et le dialogue avec Duarte. La conjoncture centro-américaine pousse davantage en direction de solutions de négociation que vers des positions extrêmes.

Enfin, il y avait également certains facteurs de pouvoir, au moins en ce qui concerne l'opinion et les media, qui l'amenaient à tenir ce type de discours. Souvenons-nous ainsi que l'archevêque du Guatemala, monseigneur Prospero Penados de Barrio,

avait publiquement souhaité que les gouvernants guatémaltèques prennent exemple sur le Salvador pour ouvrir des négociations.

*Oui, mais à part le contexte centro-américain, que peut-on dire par exemple du patronat et des partis politiques, des grands propriétaires, de la bourgeoisie agricole ?*

Après que V. Cerezo eut rejeté les propositions de l'URNG contenues dans la déclaration du 25 octobre, un colloque fut organisé par la presse écrite et la télévision dont le thème central était le «dialogue». Y assistaient des représentants de partis politiques, de l'armée et des organisations patronales. Tous, à l'exception du parti d'extrême droite MLN et de l'armée, tombaient d'accord pour la recherche d'une solution politique au conflit. Ce qui signifie qu'il existe, dans les secteurs politiques de droite et du centre, une position favorable au dialogue. Par ailleurs, il ne faut pas omettre l'écart grandissant entre les positions défendues par un parti avant son accession au pouvoir et ce qu'il défend effectivement un an après. Ainsi les velléités d'autonomie vis-à-vis de l'armée se sont-elles usées au point qu'il n'en reste pas grand chose.

#### LES FRÈRES DE LA MONTAGNE

En fait, d'un simple aval des militaires, Vinicio Cerezo est de-

venu le meilleur avocat de leur stratégie. Avant le 16 janvier 1986, il nous appelait ses «frères de la montagne qui ont choisi les armes pour changer la réalité»; aujourd'hui, il nous accuse d'avoir torturé des soldats. En réalité, tout cela montre une évolution logique de compromission avec l'armée.

*En dehors de considérations d'ordre tactique ou conjoncturel, quelle est la place du dialogue ou de la négociation dans la stratégie de l'URNG ?*

Les déclarations faites par le commandant Pablo Monsanto à La Havane au début du mandat de Vinicio Cerezo expliquaient notamment que l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque ne ferait rien pour empêcher toute initiative en faveur de la démocratie ; et que l'opposition armée était ouverte à d'éventuelles propositions pour une solution politique au conflit.

Ces propos furent interprétés par la majorité des instances politiques de droite et du centre comme une proposition de trêve unilatérale. L'armée guatémaltèque fut ainsi la seule à déclarer qu'elle ne voyait aucune proposition de trêve dans les déclarations de Monsanto. Ce dernier précisa par la suite que proposer une trêve unilatérale signifierait un suicide politique et moral pour l'URNG alors que d'une part les causes structurelles de la guerre restaient intactes et que,

d'autre part, l'armée guatémaltèque maintenait toujours la même volonté politique et militaire de nous détruire.

### NE PAS CONFONDRE DIALOGUE ET TREVE

Cela est important car il ne faut pas confondre «dialogue» et «trêve», ou encore «négociation». Dans un contexte de guerre, le dialogue peut conduire à une négociation, comme ce fut le cas

convaincue que son projet contre-insurrectionnel triomphera.

Le mouvement révolutionnaire part d'une autre optique : nous considérons que le coût social de la guerre est trop élevé et, de ce fait, l'URNG est disposée à chercher une solution politique. Deuxièmement, l'URNG ne suivant pas le processus d'un simple point de vue militaire mais avant tout politique, sait que l'un des principaux défis pour elle est de trouver une convergence avec les différents secteurs démocratiques et progressistes du Guatemala. En troisième lieu, les révo-



Un référendum sur les Patrouilles d'autodéfense civile, qui rassemblent de force 900 000 civils dans ces structures paramilitaires, serait indiscutablement un signe en direction de la démocratisation.

du FMLN au Salvador. Mais dans la situation actuelle du Guatemala, l'armée prend pour point de départ une conception très précise : elle ne veut pas de dialogue, ni de quoi que ce soit qui puisse y ressembler, car pour elle la négociation refléterait une position de faiblesse. Elle est de plus

lutionnaires guatémaltèques ont compris que leur lutte n'était pas isolée du reste de la région centro-américaine, or, en ce moment, un aspect fondamental de la réalité centro-américaine réside justement dans la recherche d'un dialogue et d'une solution politique.

# LOIN DE LA CAPITALE

## *Un réfugié interne parle*

ACTUALITE

Officiellement, ils représentent un million de personnes. Un guatémaltèque sur sept. Parmi ces réfugiés internes, certains ont décidé de ne pas quitter le pays malgré les menaces de mort qui pèsent sur eux. Enfants, vieillards, hommes et femmes, Indiens ou ladinos, ils vivent cachés mais organisés dans les montagnes du nord du Guatemala. On les appelle les Communautés populaires en résistance.

*Pour la première fois, vous sortez du Guatemala, pour informer, sensibiliser les Européens sur votre existence, votre démarche. Tout d'abord, qu'est-ce que les Communautés populaires en résistance (CPR), d'où tirent-elles leurs origines, qui les composent ?*

Il est vrai que l'on parle peu des communautés en résistance. Elles sont composées d'Indiens de neuf ethnies différentes et d'une minorité de ladinos. Ces gens appartiennent aux populations pauvres qui, lorsque l'Église catholique entame la répartition de terres, décident d'émigrer vers les terres vierges du nord.

Dès leur arrivée, ils construisent une piste d'atterrissage car seul l'avion permet d'accéder à

cette région de l'Ixcán (au nord du Huehuetenango). Cinq coopératives sont mises sur pied. C'est dans cette même contrée qu'est élaboré, en 1978, un projet de répartition des terres par l'Institut national de la transformation agraire (INTA), avec l'aide d'agronomes étrangers et de pilotes bénévoles.

### A L'ORIGINE, LE DÉVELOPPEMENT

A l'occasion des premières récoltes, nous avons invité à nos assemblées d'autres groupes, eux aussi organisés en coopératives. Avec l'accord du gouvernement, il existait alors dix-sept coopératives produisant du café, du cardamome, du maïs, de la canne à

sucré, des haricots, etc. C'est au moment de la mise sur le marché de ces produits que les anciens propriétaires ont voulu nous expulser. Il y avait des écoles, des dispensaires et diverses expressions religieuses. Et c'est certainement devant cette volonté d'organisation et d'autonomie que les riches et l'armée décident d'intervenir pour mettre fin à ce «mauvais exemple».

La répression commença en 1977. Cette année-là le prêtre étranger de la paroisse fut assassiné. Le prêtre qui lui succéda, étranger lui aussi, fut enlevé puis tué, un agronome suisse expulsé, les pilotes, également les deux avionnettes assurant le transport du produit des récoltes clouées au sol. Les dix-sept coopératives s'unirent alors pour demander à l'armée et au gouvernement que soit renouvelée l'autorisation de circuler. Nous vivions alors dans l'isolement complet, sans pouvoir transporter les produits, les médicaments, etc. 40 000 et 50 000 personnes étaient isolées.

L'armée promet alors de rétablir les communications mais nous restions encore sans nouvelles pendant six mois. La plus grande partie des récoltes fut ainsi perdue, et le peu que les militaires transportèrent arriva n'importe où. C'est également à cette époque qu'ils commencèrent à infiltrer les coopératives, pour y enlever nos dirigeants. Certains d'entre eux furent libérés sous la

pression des coopératives, mais mutilés ils ne peuvent plus travailler.

### UN INTERMEDE DE COURTE DURÉE

En décembre 1981, l'armée évacue la région, ce qui nous laisse espérer que nous allons enfin vivre en paix. Malheureusement, elle revient dès février 1982 pour y effectuer des opérations de grande envergure comme la destruction des maisons et des récoltes. En mars 1982, plus de trois cents personnes, en majorité indiennes, sont massacrées. En juin de la même année, la totalité des habitations, des bâtiments est incendiée. Les villages sont rasés, le bétail exterminé.

Ne pouvant plus affronter ce génocide, les bombardements incessants d'avions et d'hélicoptères, la population fuit. Beaucoup partent se réfugier au Mexique, les autres se cachent dans les montagnes. Nous, nous sommes restés car nous nous refusons absolument à quitter notre terre, notre pays. Mais là encore, l'armée nous pourchasse, nous poursuit sans relâche. Nous rencontrons d'autres groupes également en fuite, qui atteignent parfois jusqu'à cent cinquante familles ; leur nombre important permet à l'armée de les localiser et de les bombarder.

Fin 1983, la première assemblée des communautés en résistance eut lieu : un comité d'urgence des populations de l'Ixcan

est créé. Nous n'avions à ce moment-là ni vêtements ni nourriture ni médicaments, et c'est pourquoi il nous fallait absolument prendre contact avec d'autres populations en résistance, parfois situées à cinq ou six jours de marche. En 1982-1983, nous apprenions à manger n'importe quoi : des racines, des herbes, afin de pallier la faim. Mais il était hors de question de céder, de partir ! C'est de cette époque que date, à travers le Comité d'unité paysanne (CUC), le début de nos liens avec la solidarité internationale, et qu'arrivent les premières aides qui nous permettent d'acheter quelques produits, des bottes, de quoi se protéger du froid et de la pluie.

### UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Notre situation s'améliorant un peu, nous nous sommes alors posés la question de l'hygiène, de la santé et aussi celle de l'éducation de nos enfants. Décision est alors prise de nous séparer en groupes communautaires plus restreints, munis de réseaux de surveillance des mouvements de l'armée. Nos plantations sont alors dispersées, éloignées des centres d'habitation, protégées des animaux, et des soldats, par des pièges. Nous avons appris à cultiver des plantes sauvages mais comestibles telles la malanga, le yuca, le camote pour quand le maïs fait défaut. Notre système de vie est totalement et constam-

ment mobile, permettant la fuite dès l'arrivée des militaires.

*Cela signifie donc que vous n'avez pas d'armes...*

Effectivement ; pour deux raisons. En premier lieu, nous n'avons pas les moyens de nous nourrir convenablement, alors investir dans l'armement... Ensuite, si nous achetions des armes, nous deviendrions immédiatement des «subversifs», alors que nous sommes et tenons à rester des populations civiles, en relation avec le mouvement populaire civil et revendicatif.

*Comment ressentez-vous l'arrivée de Vinicio Cerezo au Palais national ?*

Vinicio Cerezo n'est rien de moins qu'un menteur, qui cherche à gagner l'opinion publique. Mais la démocratie n'existe pas, la répression continue. Nous ne comptons pas nous résigner, et nous informerons dans ce sens nos compagnons que des gens nous soutiennent à l'extérieur du pays.

Démocratie, valeurs humaines et respect des différences ethniques pour une nouvelle société conviviale, fraternelle et sans discriminations, c'est ce que nous voulons, et c'est pour l'obtenir que nous souffrons. Ces valeurs valent la peine que l'on lutte pour leur défense, et ces communautés en résistance symbolisent ce futur Guatemala.

# REFLEXIONS PAYSANNES

## APRES UN GENOCIDE

### Le CUC en 1987

Apparu officiellement en 1978, le Comité d'unité paysanne (CUC) semait depuis 1972 ses réflexions à partir de l'Évangile au cœur des populations guatémaltèques. Organisation paysanne, où se retrouvent côte à côte sans distinction Indiens et ladinos, elle subira de plein fouet les répressions massives du début des années quatre-vingt. C'est pourquoi avons-nous profité du passage d'une de ses membres en France pour nous entretenir des projets d'avenir du CUC en cette période «après-génocide».

ACTUALITE

*Concrètement, quels furent les effets de la politique de terre brûlée sur une structure comme le Comité d'unité paysanne (CUC) et comment définit-il aujourd'hui ses activités ?*

Rappelons pour commencer que cette action de génocide (et d'ethnocide) était principalement dirigée contre les campagnes, et cela de façon massive. Chacun, qu'il soit Indien ou chrétien organisé, pouvait disparaître un jour ou l'autre... Cette époque fut extrêmement difficile pour la population paysanne et, évidemment, pour le CUC, pour ses membres et ses directions. Beaucoup devaient se déplacer, d'autres s'exiler. Ceux qui restaient ont dû subir un contrôle militaire

serré et intégrer les Patrouilles d'action civile (PAC). Ainsi le CUC était-il dispersé, et les communications se trouvaient d'autant plus difficiles à rétablir que l'armée réalisait un travail idéologique sur les populations.

Cette période fut réellement une épreuve, et c'est seulement en 1985 qu'une reprise des liens, des contacts se dessina. La situation s'éclaircit : nous savons mieux qui est qui, qui collabore ou non avec l'armée, qui sont les membres des PAC maintenant convaincus, qui dénonce. Mais aussi quels sont ceux qui «préfèrent attendre pour voir».

#### UN CERTAIN RAS-LE-BOL

C'est à ce moment que se tient une réunion «reconstituti-

ve». Cette dernière au vu de la situation générale et de l'état des forces du CUC, choisira l'Altiplano central et le Nord occidental comme priorité. On a alors élaboré une plate-forme revendicative s'adressant aux paysans et aux groupes ethniques. Dans ces régions, les miliciens subissent les obligations liées au PAC, en fournissant une certaine quantité de travail. C'est aussi dans ces endroits que l'on constate un certain «ras-le-bol» du fait que les PAC sont maintenues alors que le régime est démocratique.

Souvent, les militaires répondent à ce type de préoccupations par des menaces déguisées : «Mais s'il n'y a plus de PAC, qui va assurer votre défense ?» J'ai également cet exemple d'un village du Quiché où les membres des PAC sont venus déposer les armes de l'armée — à la mairie. Comme par hasard, des «guérilleros» sont intervenus dans les jours suivants. La population n'a pas manqué de remarquer que tous étaient chaussés de bottes de l'armée guatémaltèque ! Mais les PAC ont dû reprendre leurs armes, contre leur gré, comme le leur «conseillait» l'armée...

Dans le sud, les militaires ont répondu à cette effervescence par la création d'un Comité d'appui civique (CAC), constitué d'instituteurs ruraux chargés de convaincre les PAC de la nécessité de leur maintien. Le travail idéologique de l'armée est parfois imposant, comme dans la partie

sud du Quiché où six réservistes par village sont sélectionnés afin de recevoir une formation, essentiellement idéologique, et devenir des propagandistes et des organisateurs travaillant pour les militaires. Par contre, dans la partie nord (Nebaj, Chajul...), l'armée exige trente-cinq jeunes par village comme réservistes. Ces jeunes gens sont distincts des PAC : ils suivent un entraînement particulier et doivent se tenir prêts pour répondre à l'appel dès que nécessaire.

*Quelle est la stratégie du Comité d'unité paysanne vis-à-vis des mouvements paysans autour de la terre ? Va-t-il apparaître de manière légale, sachant que ses liens passés ont permis sa répression féroce...*

Au départ, 15 000 paysans environ se sont rendus à Guatemala-Ciudad pour avoir une entrevue avec Cerezo et lui demander d'intercéder en leur faveur. On peut estimer aujourd'hui aux alentours de 100 000 les paysans touchés de près ou de loin par ce courant revendicatif. Le problème est de taille : face aux énormes difficultés que vivent les campagnes, Vinicio Cerezo refuse de parler d'une réforme agraire et se limite à des propos sur la «technification» de l'agriculture guatémaltèque, sans apporter de réponses concrètes. Mais que veut-il «technifier» ? De la terre

érodée, des petites parcelles, la crête des montagnes ?

De plus, on l'a bien vu lors de la manifestation du 2 mai 1986, les gens peuvent s'exprimer dans une certaine mesure, manifester dans certaines conditions, mais ils ne reçoivent aucune réponse à leurs préoccupations.

### UN TRAVAIL SECRET

Concernant l'attitude du CUC par rapport à ces mouvements paysans, son travail reste secret. Si l'on peut considérer que les dangers de répression massive sont plus ou moins écartés, la répression sélective, elle, sévit plus que jamais. Aussi, il n'existe pas de liens officiels entre le Mouvement pour la terre du père Giron et le CUC, mais nous participons aux mouvements revendicatifs, aux marches. La revendication du CUC pour la terre s'est toujours maintenue, certes, mais le rôle du Comité d'unité paysanne aujourd'hui exige que son apparition soit limitée, pour justement éviter tout amalgame qui prêterait une répression.

Le CUC n'a aucun intérêt à poser problème à ce mouvement, mais doit par contre organiser les communautés. Si l'on peut effectivement, comme pour le tract du Premier mai, apparaître en tant que tel pour montrer que le CUC existe toujours, les formes de notre activité restent essentiellement secrètes.

*Et pour ce qui est des réfugiés internes ou externes ?*

A propos des réfugiés internes, le CUC travaille autour des revendications du moment. Leur procurer une source de revenu, fondamentalement leur permettre de survivre. Précisons qu'il existe des possibilités d'acheminer l'aide internationale auprès de ces réfugiés internes.

Nous effectuons principalement un travail d'information auprès des réfugiés à l'extérieur. Actuellement, par exemple, l'inquiétude règne : l'armée à attribué les terres de ceux qui sont partis à d'autres paysans restés sur place. Nous devons donc expliquer qu'il ne faut pas tomber dans ce piège, et montrer qu'il sera possible de négocier au moment du retour...

### Amérique centrale Nicaragua

#### SEMINAIRE

organisé par le Forum international de politique  
président :  
Jean Elleinstein

tous les lundis soir  
du 6 avril au 8 juin

Programme et renseignements : F.I.P. 71, Bd Richard-Lenoir, 75011 Paris.  
Tél. (1) 43.38.36.92.

# EUROPE-AMERIQUE CENTRALE :

## L'AIDE



## PRESENTATION

Lorsque, Vinicio Cerezo, président de la république du Guatemala, est revenu d'Europe, il a tenu à montrer les résultats sonnants et trébuchants de sa tournée. D'un point de vue financier ce fut un succès. C'était le signe probant du bon accueil reçu par le message international guatémaltèque en Europe. Et ce, dans sa double dimension : la poursuite de la politique étrangère dite de «neutralité active» et la démocratisation du pays. Un satisfecit a été donné sur le premier point. Le Guatemala a en effet émis des propositions sur l'avenir de l'Amérique centrale — le fameux parlement centro-américain — et ne montre aucune agressivité officielle envers le Nicaragua sandiniste. Par contre le bilan de l'inaction à l'intérieur du pays est particulièrement décevant. Conscient de l'importance de l'obstacle, Vinicio Cerezo déclarait à Madrid, qu'un dialogue avec l'opposition armée était possible. Il semblait soudain retrouver une liberté d'expression qu'il n'avait pas dans son pays. Car c'est l'armée qui s'est empressée de le démentir et bloqua ainsi sa stratégie de contournement par la sphère internationale. Son principe est le suivant : des marges de liberté significatives peuvent être gagnées à l'intérieur grâce aux moyens politiques et financiers qu'apportent les pays occidentaux. Ceci dans le but de renforcer le pouvoir du président élu et donc la démocratie au Guatemala. Voilà l'alternative qui nous est présentée ; la seule qui serait acceptable de plus, et qui coïncide avec la politique menée par les États-Unis en Amérique centrale. Bref, au travers du soutien des présidents d'Amérique centrale la position européenne se rapproche nettement de celle des États-Unis.

A cette modification externe au mouvement de solidarité vient s'ajouter une remise en cause globale du tiers-mondisme par la voie libérale. Son message principal revient à nier tout impérialisme qui devient un concept dépassé voire identifié au langage totalitaire, de transformer toute expérience novatrice en échec et finalement à considérer tout leader populaire comme un despote en devenir.

S'inscrire en faux contre cette offensive idéologique revient alors à sensibiliser, à informer à se rendre sur place afin de soutenir la lutte des peuples centro-américains pour leur émancipation sociale et culturelle. C'est une invitation au voyage certes toujours touristique mais aussi et surtout solidaire.

# LA DIPLOMATIE DE L'ARGENT

## Le président guatémaltèque en tournée

Jusqu'en 1982, les militaires au pouvoir se sont peu souciés de leur image extérieure. Des remous dans les forums internationaux n'auraient eu que pour effet d'attirer des regards indiscrets sur la «sale guerre» menée depuis plusieurs années contre les populations. D'objet encombrant, la diplomatie est devenue le pivot central de la stratégie anticrise des régimes qui se succèdent depuis cette date, et notamment du gouvernement démocrate-chrétien de V. Cerezo.

DOSSIER

La stratégie des années soixante-dix était fondée sur une réalité incontournable : il n'y avait pas de régime «dictatorial» au Guatemala, au sens propre du terme. Les violations des droits de l'homme n'étaient pas le fait du gouvernement mais des extrémistes de tous bords. De plus, c'était un pays en plein «développement», riche des indices de croissance qui défiaient la concupiscence des pays industriels en pleine crise. Le Guatemala était un bon payeur et l'argent coulait à flots.

En contrepartie, il fallait faire preuve d'un gouvernement fort, crédible, capable de «tenir les affaires en main». Si les banquiers se soucient peu de la morale, ils s'intéressent par contre

beaucoup à la politique. Et c'est de ce côté-là que le bateau a commencé à prendre l'eau.

La décision du président Carter, en 1977, de suspendre l'aide militaire au régime guatémaltèque fut le premier signal d'alarme. Mais l'armée était encore au sommet de sa puissance. Les armes, les conseillers, les écoles d'entraînement, elle pouvait les chercher ailleurs. Ce qui a été fait : Israël remplaça les États-Unis, et tout allait pour le mieux. Les militaires payaient comme il fallait et quand il fallait. A cette époque, en 1977, l'économie guatémaltèque a connu la plus forte croissance de son histoire.

Mais, à partir de là, la mauvaise pente fut empruntée : sur le plan politique et diplomatique

tout d'abord, économique ensuite. Sous le régime du général Lucas Garcia, imposé par une fraude électorale massive en 1978, l'image externe du gouvernement a atteint son plus bas niveau. Le développement sans précédent du mouvement populaire et des organisations politico-militaires mina de façon décisive la crédibilité du gouvernement. Non seulement il ne respectait pas les droits de l'homme mais il s'avérait également incapable de maîtriser le mouvement insurrectionnel. Dans un tel contexte de crise politique et sociale interne,

et avec, de plus, le spectre de la révolution sandiniste et la guerre au Salvador, l'économie ne pouvait rester longtemps indifférente. Au début des années quatre-vingt, le Guatemala plongea dans la plus profonde crise économique qu'il ait connue. En 1986, le revenu par tête est revenu à celui de 1970.

Les militaires ont finalement compris que la sortie de crise devait être d'abord et avant tout politique. Le coup d'État du général Rios Montt en 1982 ré-

*Entre janvier (date de l'investiture de V. Cerezo) et novembre 1986, le Guatemala a reçu des emprunts internationaux et des donations qui se montent à 992,7 millions de dollars US. Il est intéressant de retenir que, de cette somme, 486,7 millions représentent des donations qui, par leur nature, ne vont pas accroître l'endettement externe du pays. La visite officielle de V. Cerezo en Europe a procuré à elle seule 284 millions soit 30% du total (emprunts et donations confondus).*

*La dette extérieure du pays, chiffrée fin 1985 à 2,5 milliards de dollars, est passée ainsi, en seulement dix mois, à 3 milliards de dollars, soit une augmentation de 20%. Historiquement, le gouvernement de V. Cerezo a été seulement dépassé par le gouvernement de R. Montt en ce qui concerne l'endettement externe. Or, les deux gouvernements ont bénéficié, comme par hasard, d'un surplus de crédibilité internationale au début de leur mandat.*

*Le renouvellement de la confiance financière accordé au régime de V. Cerezo n'est pas sans contrepartie politique : en effet, celui-ci amène plusieurs conditions exigées par le FMI. A savoir :*

*— Renoncer à toute tentative de faire partie d'un club de débiteurs internationaux (en vue de la renégociation en force de l'endettement externe).*

*— L'application de quatre mesures de politique économique typiquement «libérales» : hausse des taux d'intérêt ; modification des droits de douane ; supervision des exportations et des importations par un organisme extérieur ; et l'unification des taux de change. Toutes mesures qui ne peuvent qu'accentuer les inégalités déjà énormes dans un contexte de crise et qui privent le gouvernement d'une politique autonome et latino-américaine de sortie de crise*

## EUROPE-AMERIQUE CENTRALE : L'AIDE

pondait ainsi à trois besoins politiques fondamentaux : créer un climat de rupture avec les régimes précédents ; regagner la

currents», les partis politiques et les chambres patronales. La Constitution politique rédigée en 1985 est la concrétisation d'un

*Quant à la destination des ressources reçues, nous ne disposons que d'informations très générales. Elles permettent néanmoins de cerner certaines priorités (l'information concerne uniquement le volet de 606 millions obtenus avant le voyage en Europe) :*

*— Quelque 110,2 millions (18%) sont destinés aux frais administratifs de l'appareil d'Etat. Si l'on ajoute 90 millions de dollars qui représentent par leur origine le soutien direct des États-Unis, de l'Allemagne fédérale et de l'Italie.*

*— 310 millions sont destinés à l'infrastructure (transport terrestre et télécommunications).*

*— 47 millions sont destinés aux renforcement de la police, aux programmes d'entraînement militaire et policier, et l'obtention de pièces de rechange pour les forces aériennes.*

*— 49 millions sont enfin destinés aux projets de développement. Or, il s'agit de projets destinés aux régions des hauts-plateaux (Chimaltenango, Alta et Baja Verapaz, Quiché, Solola et Huehuetenango), régions où l'armée a le contrôle des projets de développement à travers les pôles de développement et les «villages modèles».*

---

Source : *Cerigua*, novembre 1986.

crédibilité à maîtriser «sur le terrain» l'insurrection révolutionnaire et le mouvement populaire; et améliorer l'image extérieure et interne de l'État en favorisant le retour à une «démocratie» relativement à l'abri des dérapages antérieurs : ce qui impliquait notamment la définition d'un nouveau pacte avec ses «partenaires-con-

pacte qui devait impérativement permettre le retour des civils au pouvoir.

Globalement, ces trois objectifs ont été atteints. Cependant, si l'ordre temporel de leur application correspond à une réalité constatée, l'ordre de priorité stratégique s'est inversé.

L'application des méthodes contre-insurrectionnelles ont eu un coût social et politique énorme et n'ont pas donné les résultats escomptés : les organisations révolutionnaires non seulement n'ont pas été anéanties mais se sont développées par la suite. Le retour des civils au pouvoir s'est ainsi avéré non pas l'aboutissement d'un processus de retour à la démocratie cherchant à créer les conditions «internes» d'une solution à la crise politique et sociale du pays mais, au contraire, le point de départ d'une stratégie fondée sur la recherche des conditions «externes» indispensables à la continuation d'une politique fondamentalement «contre-insurrectionnelle». Donc, point de réforme agraire ou autres, point de dialogue avec l'opposition armée, point de rupture avec les militaires responsables des crimes de guerre, mais une vaste et ambitieuse offensive diplomatique destinée à sortir le pays de l'isolement politique international.

Bénéficier au maximum et le plus rapidement possible de l'apport de crédibilité inhérent à un gouvernement élu démocratiquement et insoupçonnable sur le volet des droits de l'homme, le tout accompagné d'une politique économique capable de plaire aux banquiers du FMI : voilà le programme du gouvernement de Vinicio Cerezo au cours de sa première année d'exercice du pouvoir.

## **DIFFERENCES**

*C'est un magazine,  
Ça s'occupe de racisme,  
Et c'est pas triste.*

Chaque mois, découvrez dans *Différences* l'histoire des peuples et des minorités, les nouvelles cultures qui émergent dans nos sociétés métissées, tout ce qui se fait dans l'amitié et la solidarité.

*Si c'est...*

*Etriqué,  
Franchouilleux,  
Cocoriquesque,  
Ce n'est pas dans  
Différences.*

**DIFFERENCES,  
tout ce qui se mixe,  
se brasse, se découvre.  
NUMERO GRATUIT  
SUR DEMANDE**

Abonnement 1 an : 200 F  
Etudiant ou chômeur :  
150 F. 6 mois : 120 F.  
*Différences*,  
89, rue Oberkampf,  
75011 PARIS  
Tél. : (1)48.06.88.33.

# SENTIMENT DE DEFAITE EN AMERIQUE CENTRALE

## Le rôle de l'Europe

Le chef de l'État guatémaltèque, Vinicio Cerezo, a réalisé sa tournée en Europe en novembre dernier. Oscar Arias a annoncé sa volonté de s'y rendre. Son prédécesseur, comme Napoléon Duarte d'El Salvador, y sont récemment venus.

DOSSIER

Ces voyages diplomatiques parfois historiques sont la preuve que la légitimité des urnes a ouvert aux présidents centro-américains les portes de l'Europe. Ce rapprochement entre le vieux continent et l'Amérique centrale a commencé à être connu il y a huit ans, lors de la victoire du Front sandiniste face à un dictateur soutenu par les États-Unis, A. Somoza. L'Europe apparaissait alors comme un acteur politique nouveau dans la région, elle soutenait l'alternative sandiniste. Les membres de l'Internationale socialiste, présidée alors par Willy Brandt, en furent à l'origine. Cette alliance avec les forces populaires et démocratiques connut son apogée en 1981 lors de la dé-

claration franco-mexicaine sur le Salvador. Les présidents français et mexicain reconnaissaient au FMLN-FDR, opposant armé au régime militaire salvadorien, le statut de belligérant, et par là même une légitimité internationale accrue. Mais son opportunité en fixait déjà les limites. En effet, ce fut une initiative certes majeure mais uniquement en opposition à la politique nord-américaine du nouveau président R. Reagan. Ce dernier entamait alors sa croisade en Amérique centrale avec pour premier acte le gel des positions au Salvador, son deuxième étant de constituer une force capable d'affaiblir puis de renverser le régime sandiniste : la *contra*.

C'est dans ce contexte qu'est né le Groupe de Contadora rassemblant des pays de la région dont l'objectif consistait à trouver une solution négociée aux conflits en Amérique centrale par la démocratie et la sécurité. Créé sous l'impulsion des gouvernements mexicain et « sociaux-démocrates » latino-américains, il entama des négociations avec les autres États. Au fur et à mesure que ce pari devenait difficile, des soutiens furent recherchés. Les Européens s'y prêtèrent facilement, un groupe d'appui fut formé par les plus importants pays du sous-continent. Mais cette succession d'initiatives diplomatiques se heurtait systématiquement à la détermination du président R. Reagan qui disposait de bons et loyaux alliés parmi les pays centro-américains — El Salvador et le Honduras principalement — pour empêcher tout processus de négociation d'aboutir. Au contraire, la voie choisie a été celle de la guerre.

Mais à l'élément domination des États-Unis s'est ajoutée la détérioration des rapports entre l'Europe et l'Amérique latine. Deux événements sont en effet

venus nettement réviser en baisse les espoirs mis par les Centro-américains dans la médiation européenne. Les premiers grincements furent provoqués par le soutien unanime et sans réserve des Européens à la Grande-Bretagne lors de la guerre des Malouines l'opposant à l'Argentine. Le second, moins voyant, peut s'énoncer comme la crise de l'ouverture latino-américaine de l'Internationale socialiste dominée par les Européens. Cette crise a atteint son point culminant lors de sa dernière réunion à Lima (Pérou) fin 1986. Le président péruvien, Alan Garcia, la fit en effet coïncider avec le massacre des détenus en révolte du Sentier lumineux dans les prisons du Fronton et de Lurigancho. Devant les atrocités commises, la réunion fut écourtée d'une journée et se termina dans la confusion et l'incompréhension la plus totale.

Enfin, la dernière raison et sûrement non des moindres réside dans la domination des gouvernements de droite en Europe qui prônent plutôt un alignement sur les États-Unis.

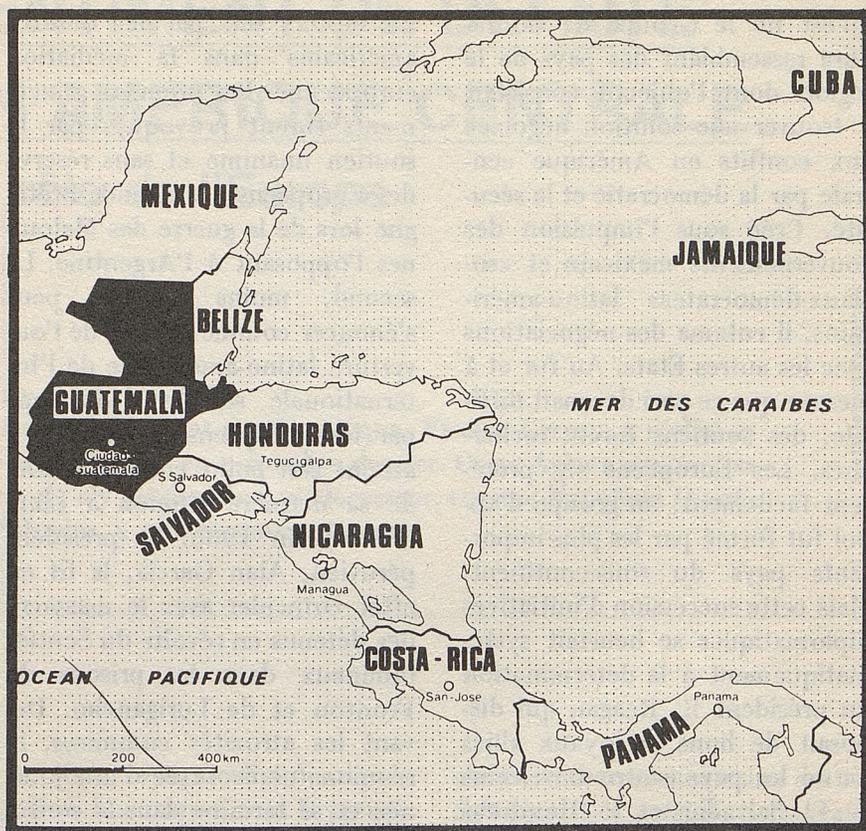
*Groupe de Contadora* : Mexique, Colombie, Venezuela et Panama.

*Groupe d'appui à Contadora* : Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay.

*Groupe de San-José* : pays de la CEE (12) + pays du groupe de Contadora + 5 pays centro-américains : Costa Rica, Guatemala, Honduras, El Salvador et Nicaragua.

*Bloc de Tegucigalpa* : Costa Rica, El Salvador et Honduras.

*Groupe des dix* : 8 chanceliers centro-américains + le secrétaire général de l'ONU + le secrétaire général de l'Organisation des États américains.



Ces faits témoignent parfaitement de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui « l'alternative » soutenue par les Européens. Toutefois, il subsiste encore des outils où la politique revêt des aspects plus concrets. C'est le cas du Groupe de San-José composé des Européens (CEE), des Centroméricains et du Groupe de Contadora. Sa troisième réunion, après San-José (Costa Rica) puis Luxembourg, s'est tenue à Guatemala-Ciudad en février 1987.

Destiné à développer la coopération et les aides de l'Europe en Amérique centrale, il avait jusqu'alors pris en compte l'offensive militaire de la *contra* soutenue et financée par les États-Unis au Nicaragua pour alléger ses conséquences économiques devenues fort préoccupantes. Autre manière de soutenir l'expérience pluraliste nicaraguayenne.

Or, la réunion qui vient de se tenir dans la capitale guatémal-

tèque consacre l'effacement de l'Europe face aux États-Unis sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne fédérale. Ainsi a-t-on vu B. Raymond déclarer : « J'ai décidé de redéployer cette aide. » Claude Cheysson, commissaire européen chargé des problèmes de coopération, insiste sur le caractère strictement régional de l'aide communautaire : même si des aides spécifiques ont été accordées au Guatemala et au Salvador, après le tremblement de terre qui a secoué la capitale. Rappelons que pendant la période comprise entre 1979 et 1985, le Nicaragua concentrait 30% des aides de la Communauté sous forme d'aides alimentaires (60%) et d'aides financières et techniques. Même si au total les montants restaient fort modestes, c'était le signe d'une volonté politique qui aujourd'hui a singulièrement disparu. Non pas que l'analyse ait changé du fait des ouvertures démocratiques mais plutôt par désengagement idéologique de l'Europe et même de certains pays du Groupe de Contadora en proie à des difficultés internes. Car finalement le régime sandiniste est surtout considéré comme déviant, comme une des fausses notes dans les concerts des nations, comme l'écrit admirablement Marcel Niedergang dans le journal *le Monde*. « On peut ergoter à l'infini sur le sens et le contenu de la démocratie dans un secteur du monde traditionnellement soumis à l'emprise nord-américaine et qui n'intéresse

*les puissances que dans la mesure où les tensions locales complexes s'insèrent dans le conflit Est-Ouest. Mais il est clair que pour de multiples raisons, le régime sandiniste n'a cessé depuis deux ans de perdre du crédit en Europe et au sein du Groupe de Contadora lui-même. »*

Ce constat étant fait, les forces populaires en lutte pour la vie et aussi de meilleures conditions oubliées, qu'est-ce qui empêche sérieusement une intervention militaire nord-américaine au Nicaragua ? Le retrait de l'Europe ou pire la condamnation du régime sandiniste, tel que le laisserait prévoir les déclarations agressives de Didier Bariani, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, lors de sa présence en Amérique centrale en février 1987, libère un peu plus cette voie. Il renforce l'isolement international du Nicaragua. Il enfonce un peu plus cette région dans la crise en renforçant son face-à-face avec les États-Unis. C'est une défaite.

Il laisse le champ libre aux multiples propositions de paix émanant des alliées des États-Unis, (Costa-Rica le 15 février 1987 mais auparavant Vinicio Cerezo au travers de la création d'un Parlement centro-américain — 1986 —) qui ont pour seul but d'affaiblir la position internationale du Nicaragua tout en renforçant la leur. Dans les académies militaires nord-américaines, ils dénomment ce type de situation « des guerres de basse intensité ».

# RFA-GUATEMALA

## Dis-moi qui tu aides...

Durant les années soixante-dix, la République fédérale allemande (RFA) s'était distinguée en Europe par sa lutte anti-terroriste — basée sur une logistique très sophistiquée. Cet État élargit aujourd'hui son champ d'action puisqu'il vient de conclure avec le gouvernement guatémaltèque un contrat concernant une aide à sa police. Déjà baptisé «Action nuit et brouillard» par certains milieux allemands, cet accord ne manque pas de contradictions...

DOSSIER

Bonn a l'intention d'aider le Guatemala dans sa mise en place de la démocratie : le président Kohl en a fait la promesse à Vinicio Cerezo lors de sa visite en RFA. Questionné par son opposition sur le bien-fondé de ce soutien, le gouvernement ouest-allemand a répondu de l'homme au Guatemala), *les disparitions et les meurtres continuent* avec les militaires guatémaltèques et salvadoriens. C'est ainsi d'avoir des troupes policières efficaces, au moins pour la capitale, de la DIT, police secrète responsable de nombreuses atteintes aux droits de l'homme. Pourtant, «*la dissolution de la DIT n'est qu'une manœuvre*, dénonce Duvé (SPD, membre de la commission des droits de l'homme au Guatemala), *les disparitions et les meurtres continuent, et sont perpétrés par la police nationale.*» En effet, aucune mesure n'a été prise à l'encontre de ces criminels du passé ni de la police secrète. Bien au contraire, les trois quarts de ses membres ont été intégrés dans les rangs de la police nationale, celle-là même que le gouvernement fédéral décide d'aider... Ce projet, en vérité, ne date pas du passage du président guatémaltèque en Europe, car pourparlers et visites entre les deux pays ont lieu depuis début 1986.

### LA FONDATION KONRAD ADENAUER

Cette reprise des contacts — l'aide ouest-allemande était interrompue depuis 1980 — a été fortement favorisée par la Fondation

Konrad Adenauer (proche de la CDU-CSU), qui entretient des liens étroits avec les militaires guatémaltèques et salvadoriens. C'est ainsi qu'en avril 1986, le ministre de l'Intérieur guatémaltèque, J. José Rodil, était invité par cette fondation pour discuter d'une possible aide à sa police. Il s'est en effet fixé comme objectif pour fin 1986 d'avoir des troupes policières efficaces, au moins pour la capitale, pour lutter contre la montée de violence que traverse actuellement le pays. Bien que de toute évidence, nombre de blessés et d'assassinats aient des causes politiques, le gouvernement considère qu'il y a une recrudescence de la petite et grande délinquance, et justifie ainsi son besoin d'équiper la police.

Ensuite reçu par le ministre de l'Intérieur, monsieur Zimmermann, et celui de la Coopération et Développement, monsieur Warnke, J. José Rodil a rapporté à l'issue de ces entrevues que *«les Allemands étaient disposés à plus que de la simple coopération»*. Ce que confirmait dans ses déclarations monsieur Théning, président de la Fondation Adenauer : *«La police est trop peu nombreuse. Son objectif est d'atteindre 10 000 à 20 000 hommes. Nous exigeons la démocratie, et la police n'est pas à exclure d'un développement démocratique. Vous ne pouvez pas simplement étouffer et exclure les militaires du Guatemala.»* Quelques semaines plus tard, le vice-président guatémaltèque, Humberto Carpio, était à son tour invité à Bonn par la Fondation Adenauer. Il s'agissait cette fois-ci d'envisager l'engagement de la fondation dans le processus de *«réforme de l'administration publique au Guatemala»*.

Il semblerait que l'armée, à l'exemple de la police, pourrait également profiter des financements de cet organisme qui a déjà invité des officiers guatémaltèques en RFA. Invitation concrétisée en octobre 1986 par la visite à Berlin de six militaires dont trois experts dans la lutte contre la résistance. Ils seront ensuite reçus très officielle-

*Divers groupes et formations politiques (le SPD, les Verts, les réseaux de solidarité avec l'Amérique latine) ont réagi suite à l'aide accordée par la RFA à la police guatémaltèque. Ainsi les Verts se sont-ils étonnés de la rapidité avec laquelle ce soutien a été promis. A la question suivante posée au Parlement : «Sur quels critères liés à la politique de coopération, le ministère de la Coopération a-t-il accordé cinq millions pour l'équipement de la police dans le cadre de la coopération technique ?», il leur a été répondu : «La RFA doit aider le gouvernement démocratique guatémaltèque qui s'efforce de mettre en place démocratie et pluralisme. Pour cela, il a besoin d'une police nationale constitutionnelle correspondant à sa nouvelle Constitution. Après la dissolution de la police criminelle (DIT), la mise en place rapide d'une police capable et légale signifie un pas important dans la lutte contre la criminalité et pour l'inrérêt des citoyens, ainsi qu'une amélioration de la situation des droits de l'homme.» (TSP, 15 octobre 1986).*

## EUROPE-AMERIQUE CENTRALE : L'AIDE

ment par le président du Parlement lui-même, monsieur Rebach. On pouvait reconnaître parmi cette délégation trois personnages qui se sont tristement illustrés ces dernières années. Tout d'abord Marco Antonio Castellanos Pacheco, bien connu pour ses services rendus à la pratique contre-insurrectionnelle de différentes dictatures ; puis également Marco Antonio Sanches Samayoa, actuel directeur du



Experte reconnue dans la surveillance et le contrôle élaborés des individus et des groupes par l'utilisation de la technologie et de l'informatique, la RFA exporte aujourd'hui ses compétences.

également Marco Antonio Sanches Samayoa, actuel directeur du Centre d'études militaires (CEM) formant les cadres de l'armée ; enfin, Luis Enrique Mendoza Garcia, actuel directeur de l'École polytechnique militaire qui s'occupe, entre autres, des «macabrement» célèbres Kaibiles.

Il s'avère en effet que cette visite était étroitement liée à l'aide promise à la police guatémaltèque vu le rôle que cette dernière sera appelée à jouer dans le cadre de la lutte contre la résistance : une police militarisée chargée de «prévenir» des conflits aujourd'hui combattus militairement. Cette démarche ne correspond naturellement pas à l'image que l'on peut se faire d'une démocratie. Et c'est ainsi que la RFA prend sa place, aux côtés des États-Unis, dans la lutte contre les populations guatémaltèques en résistance.

### LE CONTENU DE L'AIDE

A la suite de la visite d'une délégation gouvernementale allemande — organisée par le ministère de l'Intérieur et composée d'experts de la police — en juin, les besoins guatémaltèques ont été ainsi évalués : 55 Mercedes tout terrain, 5 bus Mercedes, 60 motos de pa-

trouille BMW, 84 appareils de radio portables et plusieurs caméras-vidéos. Ce matériel ferait donc partie des cinq millions de deutschmarks accordés par le ministère de la Coopération et du Développement à la police guatémaltèque, et destinés à la mise en place rapide d'une police agissant, selon les autorités allemandes, dans l'intérêt de l'État constitutionnel.

L'étroite collaboration entre les ministères de la coopération et de l'Intérieur peut surprendre. Mais elle est bien réelle et l'on s'étonne, toutefois, que sous le terme de «coopération technique» soient confondus aide à la police et aide pour des projets de développement. Aussi, à l'occasion de la visite de Vinicio Cerezo en RFA, est-ce le ministre de la Coopération qui a réglé les détails de cette collaboration tout en soulignant clairement être prêt à soutenir «*la mise en place d'une police agissant dans les normes de l'État constitutionnel*». Dans le cadre de la tournée du président guatémaltèque, quarante millions de deutschmarks ont été au total accordés au Guatemala. Cette aide, destinée à des petits paysans, à la construction de sanitaires, à l'adduction d'eau dans les campagnes comme à la reconstruction de routes, a entraîné de nombreuses réactions en RFA (voir encadré).

Ce programme d'aide au Guatemala du gouvernement CDU s'inscrit dans un projet plus vaste qui s'étend à l'Amérique latine. Le Guatemala, le Pérou, l'Uruguay, toutes nouvelles démocraties chrétiennes, sont les heureux bénéficiaires de cet appui technique. Dans le même sens, vingt-deux millions de dollars d'aide économique ont été débloqués pour le Salvador. Le Nicaragua, quant à lui, fait figure de laissé pour compte puisque la RFA a gelé son aide au développement de quarante millions de deutschmarks, destinés à la réalisation de travaux d'infrastructure. Il s'agit donc bien là d'une politique ciblée du gouvernement ouest-allemand, s'alignant ainsi sur l'administration nord-américaine.

En sourit-on à Washington ? Que représentent cinq millions de deutschmarks en comparaison de l'aide attribuée à la contra ? Pourtant, cet apport est le bienvenu et beaucoup d'importance lui est accordée au Département d'État : en effet, la RFA doit jouer les avant-courriers en ce qui concerne l'aide à la police, afin que ce ne soit pas systématiquement «Big Brother» qui se salisse les mains lorsqu'en Amérique centrale sera menée la croisade contre le «terrorisme» et le communisme.

(1) SPD : Sozialistische Partel Deutschland, Parti social-démocrate.

(2) CDU : Christliche-Demokratische Union, Parti démocrate-chrétien ; CSU : Christliche-soziale Union, aile droite de la CDU, dont le chef de file est Strauss, localisée essentiellement en Bavière.

(3) 1 DM égal 3,35 FF.

# SOLIDARITE MONDIALE ET SOLIDARITE EN FRANCE

## La polémique anti-tiers mondiste

Depuis deux ans, le tiers mondisme est en débat. Avec la perception d'enlisement de la guerre en Amérique centrale, il constitue l'environnement immédiat de la solidarité en France. Il s'agissait dans un premier temps d'y voir plus clair.

DOSSIER

A gauche, le tiers monde, malgré les déceptions et les déboires, semblait continuer d'être au cœur de l'engagement militant, un îlot réservé, écrit Michel Rocard dans la postface du dernier livre de René Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse* (1). La conjugaison à l'imparfait employée par l'auteur fait suite à deux événements récents qui ont ébranlé le consensus en la matière : la publication par Pascal Brückner d'un livre intitulé *Les Sanglots de l'homme blanc*, relayé peu après par Médecins sans frontières (MSF), organisation d'aide médicale d'urgence qui créait la fondation au nom médiatique prédestiné Liberté sans frontières, engagée dans une croisade anti-tiers mondiste. Depuis, à l'aide

de cette caution d'hommes de terrain des membres de MSF, le tiers monde se voit revisité à partir de Paris (2).

Dans son ouvrage, Pascal Brückner se livre à une psychanalyse du tiers mondisme au terme de laquelle il découvre un sentiment de culpabilité développé en Occident, né à la suite des guerres coloniales. Avatar du marxisme et du christianisme, le tiers mondisme se voit ainsi réduit à une *maladie de l'esprit* que l'on pourrait en définitive appeler utopie. Pour l'auteur, finalement beaucoup plus terre à terre dans ses propositions, il s'agirait avant tout d'apporter au tiers monde une aide à la démocratie qui devient la condition du développement et non plus sa conséquence,

suisant en cela le poète mexicain Octavio Paz ; élément qui le distingue du cynisme conservateur. Vaste débat où pointent des clivages idéologiques bien connus mais au centre duquel, par exemple, se situe actuellement l'agir de la Démocratie chrétienne au Guatemala. Donc un débat apparaissant comme intellectualisant mais dont la traduction concrète sur le terrain se veut simultanément une alternative à la lutte armée en Amérique centrale (3).

En France, en Europe, le tiers mondisme est qualifié de prêt-à-porter idéologique, d'obstacle à la réflexion et d'arme de guerre contre le modèle de société occidentale, selon LSF. Depuis, les débats idéologiques ont fait place aux controverses autour de la question de l'aide à l'Éthiopie, et plus largement de l'aide apportée aux régimes dits totalitaires. L'expulsion de MSF de ce pays après sa dénonciation internationale des déplacements de populations a publicisé ses thèses. Les « nouveaux philosophes », Bernard-Henry Lévy, André Glucksman et d'autres, se sont joints au concert. Ce dernier vient de publier, avec Thierry Wolton, un livre sur le sujet au titre éloquent : *Silence, on tue*. Enfin, dernier résultat et non des moindres, Claude Malhuret, ancien responsable de MSF, est secrétaire d'État aux Droits de l'homme au sein du gouvernement de J. Chirac.

Les réponses qu'a suscitées cette remise en cause ont été de plusieurs ordres. Sur le plan des idées, un certain nombre de critiques semblent être tombées juste. Remises en cause des misérabilismes de tout bord, des modèles à suivre, de l'unité dans le tiers monde, mais n'était-ce pas enfoncer des portes déjà ouvertes ? comme l'est aujourd'hui de reconnaître le rôle parfois majeur joué par les classes dominantes locales dans l'articulation impérialiste.

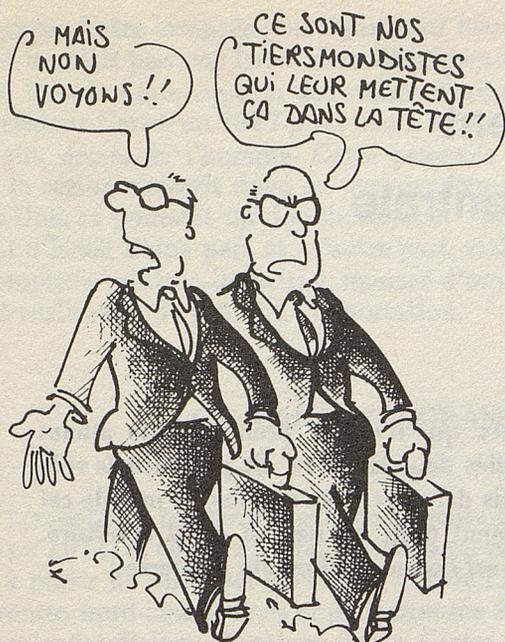
Très bien, démystifions et promouvons une approche critique pour atteindre une efficacité accrue (voir Y. Lacoste (4)). Sur le plan des pratiques, par contre, LSF se heurte à l'expérience de nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) qui lui contestent la validité de ses solutions largement inspirées des cas des pays développés dont la France. Le récent débat qui s'est déroulé au Sénat sur la question de la santé entre LSF et Frères des hommes (5), notamment, a montré en quelque sorte que l'argument de prêt-à-porter idéologique pouvait se retourner contre ceux qui le dénonçaient dans leur critique ; mais dans ce cas-là il s'agit plutôt de l'idéologie libérale de développement du capitalisme comme sortie de crise. Enfin, le dernier type de critique provient des promoteurs de l'aide au tiers monde tel Bob Geldorf, organisateur de l'initiative en faveur de l'Éthiopie de juillet

1985. Son argument central peut se résumer comme suit : laisser des populations mourir de faim ne peut que renforcer les régimes condamnables de violations de droits de l'homme, car ceux qui peuvent faire évoluer les choses de l'intérieur ne sont plus là.

Après ce trop rapide tour d'horizon, il convient également de savoir à qui profite le crime. Le récent procès en diffamation intenté par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) à propos d'un pamphlet paru dans le *Figaro-Magazine* est à cet égard éloquent. Le CCFD était accusé de soutenir «*les mouvements de libération dans le tiers monde et, en aidant aveuglément les pauvres, d'être manipulé par des organisations marxistes et de faire le jeu des régimes totalitaires.*» A cette accusation, l'évêque de Troyes, monseigneur Fauchet, répondit : «*Si je donne à manger à quelqu'un, on me traite de saint. Si je pose la question pourquoi a-t-il faim ? on me traite de communiste.*» Puis, l'audience a littéralement dérapé. Du procès de l'église à celui de l'aide alimentaire aux pays sous-développés, on a même entendu le substitut du procureur citer les arguments d'A. Glucksman et de MSF sur le détournement par la junte éthiopienne des fonds recueillis par toutes les organisations humanitaires (*le Monde* du 15 février 1987).



Bref, même à supposer que ce n'était pas le but, il s'agit bien d'une offensive idéologique sans précédent dirigée contre les tenants, dont nous sommes, d'une solidarité avec le tiers monde. Solidarité qui s'appuie sur de nombreuses études sur la baisse des matières premières, leur pillage, les effets pervers de l'aide des pays riches, enfin plus récemment sur l'endettement et le flux net de richesse qu'il génère du Sud vers le Nord. Offensive qui tend plus fondamentalement à remettre en cause les prises de position de la gauche française depuis trente ans : Algérie, Vietnam, Cambodge, Nicaragua ; ce, en sous-entendant que toute la gauche s'est trompée puisqu'il y a eu erreur d'interprétation du Cambodge, notamment chez



Dessin de Plantu extrait  
de *Pas nette la planète*.  
Editions La Découverte-le  
Monde.

certain ; mais cela signifie que ces derniers avaient été en effet victimes de l'idéologie quand ils vaticanaient en dehors des faits.

En clair, la lutte contre le nouveau prêt-à-porter idéologique anti-tiers mondiste passe par une connaissance aussi exacte que possible des faits rapportés, une réflexion critique où il est nécessaire de démonter les mécanismes qui permettent aux dogmatismes de s'installer et de masquer la réalité, la réalité tragique des crimes et des tortures infligées à certains peuples.

Le Guatemala peut se transformer facilement en travaux

pratiques sur le sujet. D'ailleurs, MSF est de nouveau présente au Guatemala. Espérons qu'elle nous informe rapidement sur les déplacements forcés des populations.

(1) *Pour l'Afrique, j'accuse*, R. Dumont, Éd. Plon, coll. Terre humaine, Paris, 1986.

(2) «Le tiers mondisme en question», actes du colloque de la fondation Liberté sans frontières, Éd. Olivier Orban, Paris, 1986.

(3) «Développement et démocratie au Guatemala», supplément *Alternatives économiques* numéro 2 «Le puzzle du tiers monde», juillet 1986.

(4) *Contre les anti-tiers mondistes et contre certains tiers mondistes*, Yves Lacoste, éd. La Découverte, Paris, 1986.

(5) «Cher docteur, des médicaments essentiels pour le tiers monde», dossier réalisé par Frères des hommes.

# ISRAËL

## Du Proche-Orient à l'Amérique centrale

Deux conflits régionaux qui n'ont à première vue aucun rapport sinon de s'être installés dans la durée. Et pourtant le rôle central joué par les États-Unis dans ces deux régions du monde est à l'origine d'un rapprochement dont on ne sait où il conduira. Son premier effet par contre est connu, il alimente la guerre.

DOSSIER

La participation d'Israël dans les livraisons d'armes à l'Iran dont les bénéficiaires ont été alloués aux *contras* basées au Honduras a bien mis en évidence l'implication croissante de l'État hébreu dans la politique étrangère nord-américaine. Il apparaît en effet qu'au-delà du scandale de l'Irangate qui secoue actuellement la Maison Blanche, l'imbrication d'Israël doit dorénavant être prise comme un trait structurel de la politique internationale de la première puissance mondiale. Cette dernière a été dominée depuis 1980 par deux dossiers : le Proche-Orient bien sûr, mais aussi l'Amérique centrale dont le caractère stratégique a maintes fois été souligné par l'administration Reagan. Or, si la centralité d'Israël dans le premier cas constitue une donnée de base, dans le second la présence croissante de Jérusalem paraît plus étonnante.

Historiquement, l'État hébreu a rempli le rôle de fournisseur d'armes ; notamment lors des derniers mois de A. Somoza au Nicaragua lorsqu'Israël constitua l'un de ses ultimes soutiens. Depuis, du fait de la reconnaissance conjointe par le pouvoir sandiniste de l'État israélien et du droit du peuple palestinien à un territoire, le soutien direct de ce pays aux *contras* demeure une question très controversée et a fait l'objet d'un démenti officiel de la part des autorités israéliennes. Par contre, le Honduras comme le Salvador se fournissent largement en armements de toutes sortes auprès d'Israël. Dans le cas du Salvador, la défense civile israélienne a même parfois pris valeur de

référence. Autre exemple plus significatif bien que moins spectaculaire fut le relais pris par Israël dans l'équipement de l'armée guatémaltèque lors de l'interruption des ventes d'armes nord-américaines par le président Carter en 1977 pour cause de violations massives et répétées aux droits de l'homme. Cette présence de fournisseur d'armes dans la région s'inscrit donc en premier lieu en creux de l'action des États-Unis et poursuit un double objectif : briser l'isolement international d'Israël d'une part et, d'autre part, viabiliser économiquement le complexe militaro-industriel, menacé d'asphyxie en temps de paix, par la réalisation de ventes à l'exportation.

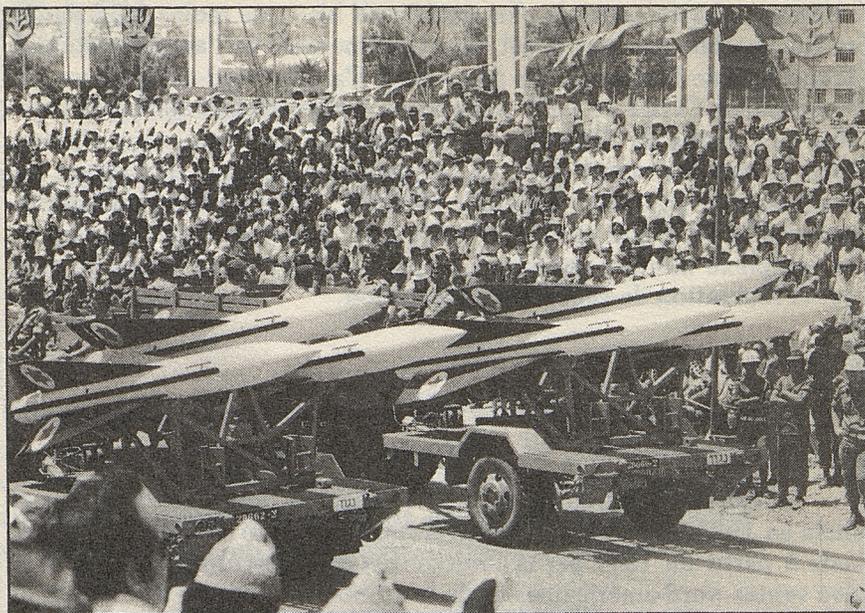
### LE «NAHAL PROGRAMM»

L'assistance militaire israélienne débute officiellement au Guatemala en 1971, et ce pays se transformera en centre de diffusion régionale à partir de 1977 par la conjonction de l'interruption de l'aide et des ventes nord-américaines et de la montée au pouvoir du Likoud et de son leader d'alors, Menahem Begin. Certes, dès 1975, sous la présidence du général Laugerud au Guatemala, des avions Arava, des véhicules blindés étaient venus compléter l'arsenal guerrier de l'armée guatémaltèque. Mais à partir de 1977-1978, c'est un véritable programme de coopération dans le domaine de la contre-insurrection qui fut mis en œuvre.

#### QUELQUES CHIFFRES

*En 1984, Israël exportait pour un million de dollars d'armement soit un chiffre supérieur à l'Espagne (0,6 M), au Brésil (0,8 M). La France, troisième exportateur mondial, réalisait, la même année, 3,8 M de dollars de ventes à l'exportation. Israël exportait au total 55% de sa production d'armes conventionnelles. Son industrie militaire employait 90 000 salariés en 1984.*

Première étape : la formation à partir de janvier 1978 de près de mille Guatémaltèques envoyés par l'Institut national de transformation agraire (INTA) aux programmes de coopératives agricoles. Le Plan d'assistance des zones en conflit plus connu sous la dénomination de «Fusiles et Frijoles» mis en œuvre par Rios Montt en constituera l'application concrète quelques années plus tard. D'après son responsable, le colonel Eduardo Wahlero, ce plan fut inspiré par l'exemple du «Nahal Programm», appellation israélienne du program-



Etat dépendant pour une grande partie des capacités et résultats de son complexe militaro-industriel, Israël trouve de nombreux débouchés en Amérique centrale

me «Jeunes Pionniers combattants» destiné à former de jeunes soldats aux techniques agricoles pour les installer dans les zones frontières. Au même moment, en avril 1983, une réunion tripartite entre conseillers israéliens, officiers nord-américains et responsables guatémaltèques décidait de l'assistance israélienne au démarrage de productions d'exportations agricoles non traditionnelles telles que des asperges, des brocolis ou des pastèques qui seraient cultivés dans les nouvelles structures rurales — les fameux villages modèles.

Ainsi, début 1982, près de trois cents conseillers israéliens étaient présents au Guatemala. Population d'officiers à la retraite, de mercenaires et d'officiers d'active, leur action s'exerçait le plus souvent sous couvert d'actions civiques, de programmes de développement ou tout simplement au travers de l'implantation de filiales de firmes israéliennes. C'est le cas de Tahal Consulting Engineers Ltd, installée en 1980 et qui participa officiellement à quelques projets d'adduction d'eau ; de Eagle Military Gear Overseas à Guatemala-Ciudad dont l'objet est de vendre des armes dans la région ; de Tadiran Israël Electronics Ltd qui équipa l'aéroport de la capitale d'un radar et la ville d'un centre informatique. Ce dernier, opérationnel dès début 1980, centralise l'information sur environ 80% de la population de Guatemala-Ciudad et permis en 1981 à l'armée guatémaltèque de découvrir et détruire vingt-sept caches des organisa-

tions révolutionnaires par l'analyse des consommations nocturnes d'eau et d'électricité.

### LE FLAIR D'ARIEL SHARON

Il s'agit donc, au-delà de la simple fourniture d'armes, d'une coopération de grande envergure qui va dans les années 1982 et 1983 encore s'intensifier de par la conjonction de deux éléments : le caractère prédominant pris par l'Amérique centrale dans la politique étrangère nord-américaine d'une part et, d'autre part, la stratégie menée par le Likoud vis-à-vis de son principal allié. En effet, le ministre israélien de la Défense d'alors, Ariel Sharon, «sentit fortement», comme l'a dit Menahem Begin, qu'Israël pouvait augmenter son influence à Washington en remplissant d'indispensables fonctions pour les États-Unis dans le tiers monde.

Cette stratégie va donner naissance au mémorandum de Linderstanding signé par Israël et les États-Unis en novembre 1981 et formellement mis en place seulement deux ans plus tard à cause de l'annexion par l'État hébreu des hauteurs du Golan. Ce mémorandum permettait à Israël de vendre au tiers monde des armes mises au point grâce aux crédits nord-américains. Et Israël, dès le début de sa mise en œuvre (1983), proposa les forces anticommunistes d'Amérique centrale comme premiers bénéficiaires, militaires guatémaltèques et *contras*. Ainsi fut créé un fonds de source extra-budgétaire destiné à financer les projets définis par les experts israéliens. L'engagement financier de l'administration de R. Reagan apparut au grand jour quand le Congrès décida de bloquer l'aide militaire aux *contras* et qu'il tint à exclure les décisions souveraines d'autres pays de cette restriction (Amendement Pell auquel R. Reagan opposa son veto).

Aussi, aujourd'hui, l'essentiel de l'équipement militaire guatémaltèque est d'origine israélienne. Véritable nœud stratégique de la présence israélienne dans la région, le Guatemala a pu grâce à cette aide, mettre sur pied une fabrique de munitions dans le département d'Alta Verapaz associée à une atelier d'assemblage de véhicules blindés. Sous l'hypothèse du développement de cette industrie militaire, le Guatemala pourrait-il alors œuvrer à la standardisation des armements en Amérique centrale sous l'égide d'un CONDECA rénové ? Surtout que la venue au pouvoir du président Vinicio Cerezo semble ne pas devoir altérer les relations entre les deux pays, comme l'a montré la visite de Yitzhak Shamir, actuel Premier ministre, en mai 1986, qui annonça l'accroissement de l'aide technique et agricole d'Israël. Ainsi, globalement, la stratégie du Likoud consistant à soutenir les objectifs de la politique anticommuniste des USA à la fois pour mieux cimenter les relations Israël-USA et pour accroître son influence dans la politique US au Proche-Orient semble avoir rencontré un grand succès depuis le début de la présidence de Ronald Reagan.

# ALLER AU GUATEMALA

## *Etre solidaires d'une réalité*

Aller au Guatemala c'était toujours possible. Connaître ce pays s'avérait par contre une entreprise difficile sinon impossible. Avec l'ouverture internationale actuelle c'est devenu souhaitable mais avec des yeux avertis comme nous le fait sentir le témoignage d'un membre du Collectif Guatemala.

*Lorsque tu as décidé ce voyage, tu pensais aller au Mexique, éventuellement au Guatemala. Finalement, tu as passé la «linea», la frontière.*

C'est vrai, j'étais resté sur le souvenir de 1982, une des époques les plus dures. Et j'avais effectivement des appréhensions à retourner dans ce pays. Certaines personnes me déconseillèrent même de faire ce voyage, considérant que ce pouvait être dangereux.

Je me souviens qu'à ce moment-là, l'ambiance était angoissante. Régulièrement, la presse informait de massacres dans les villages indiens. On entendait parfois des fusillades. En réalité, cela ne représentait pas un gros danger, car je ne suis pas Guatémaltèque. Restée sur l'impression

de 1982, augmentée des mauvaises nouvelles parvenant à l'extérieur, je m'attendais donc à trouver des régions inaccessibles, à être repérée et surveillée. Bien sûr, le pays demeure largement contrôlé, mais il suffit de prendre un minimum de précautions.

*Comment t'es-tu rendue au Guatemala ?*

Du Chiapas, au sud du Mexique, j'ai pris un bus jusqu'au poste-frontière de La Mesilla. Aucun problème : après les formalités usuelles, je me retrouvais au Guatemala. Durant le trajet en bus jusqu'à Huehuetenango, j'ai constaté que cette région restait très contrôlée, essentiellement par les Patrouilles d'action civile qui nous arrêterent à plusieurs reprises.



Contrôle de la circulation et vérification des papiers par une Patrouille d'autodéfense civile dans la région de Nebaj.

J'ai passé les premiers jours à Huehuetenango puis à Quetzaltenango. L'atmosphère était désagréable : des rues vides avec un éclairage quasi inexistant. J'étais alors paralysée de peur ; d'ailleurs pas tant pour moi-même mais pour les gens que je rencontrais.

Ensuite, désirant me rendre à Nebaj, (Quiché) j'ai repris le bus. Il nous fallut une journée de mauvaise route pour traverser cette zone de guerre. A Sacapulas, les militaires ont demandé leurs papiers aux hommes ; nous avons également été arrêtés à l'entrée de Nebaj. Puis, pour aller à Chajul et Cotzal, il a fallu s'arrêter avant chaque village, les patrouilleurs nous demandaient nos papiers et les raisons de notre présence.

Je ne pouvais savoir si j'étais surveillée ou non. Je n'ai jamais été contrôlé, mais les étrangers

sont rares dans ces villages et les raisons d'y être aussi. Car nombreux sont les Indiens qui ne parlent pas l'espagnol et il y règne une grande méfiance.

*Puis tu es retournée dans la Capitale, Guatemala-Ciudad, où tu as pris d'autres contacts...*

Je voulais effectivement voir un bidonville, car quand on évoque le manque de logements, on n'explique guère comment les Guatémaltèques y font face. Je suis alors allé à El Mezquital, un *barrio marginal* (quartier marginal) situé près d'un ravin : les premières constructions sont en terrain plat, puis les autres en pente. C'est une véritable ville.

Par ailleurs, j'ai eu un entretien avec deux dirigeants du Groupe d'appui mutuel (GAM) avant et après leur tournée en Europe. J'ai également pris contact avec des syndicalistes.

# IMAGES ET COULEURS

## DU GUATEMALA

### *Par exemple, l'exil*

C'est le 22 novembre 1986 que l'on put partager des «Images et couleurs du Guatemala», exposition rythmée par l'héritage à la fois millénaire et vivant qui se trouve aujourd'hui en danger de mort. Mort par asphyxie culturelle, mort par élimination des populations. Et si quelqu'un doutait encore de cette rencontre obligée entre deux actions : culture et solidarité, la meilleure preuve en fut offerte par un écrivain, José Mejia, Guatémaltèque lui aussi, nous racontant ce soir-là l'exil du poète Manuel José Arce, qui n'a finalement jamais quitté son pays.

CULTURE

José MEJIA

Chers amis,

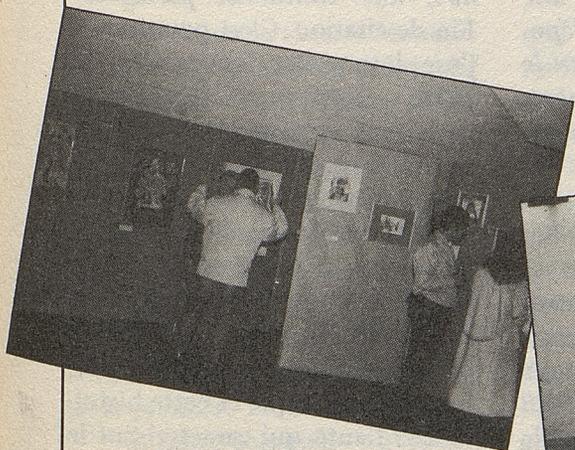
Me voici invité par le Collectif Guatemala pour parler de l'exil ce soir. De cet exil qui est — outre ses modalités — pour nous, Guatémaltèques, la condition même de notre amour pour le Guatemala. De cet exil qui pourrait être la condition de toute existence, dans la mesure où la vie humaine consiste en la quête de niveaux de réalité auxquels nous aspirons légitimement, mais que les faits nous refusent.

Mais je ne veux pas vous encombrer de mes propres réflexions ce soir. Je préfère, pour traiter ce sujet, laisser la parole à un ami qui est mort en exil il y a un peu plus d'un an, un ami connu et aimé de la plupart d'en-

tre vous, le poète Manuel José Arce. Pourquoi ce choix ? Arce avait réfléchi largement à cette condition paradoxale de l'exilé. Un de ses derniers travaux, publié par l'Université de Toulouse-Le Mirail, était consacré à l'exil dans la littérature guatémaltèque. En citant quelques propos de ce travail, je tiens à rendre hommage à ce frère aîné de nos lettres contemporaines. C'est à lui que cette présentation reviendrait, comme de droit naturel, il me semble. Quant à moi, je vais me limiter à faire quelques remarques, en marge de citations.

Arce rappelle un propos célèbre d'un autre écrivain de chez nous, Alfonso Orantes. Nous n'avons, dit Orantes, en parlant au nom des artistes et

En vrac, clins d'oeil sur l'exposition « Images et couleurs du Guatemala » : exposition de tissages et huipiles ; José Mejía nous parle de l'exil ; exposition de peintures et de photographies ; la conquête du Nouveau Monde par l'Ancien dessinée par la troupe salvadorienne des Guanaco.



des intellectuels, que l'une de ces trois possibilités : bannissement, enfermement ou enterrement. Ce

propos date des années trente. Les choses n'ont pas progressé depuis lors. Il n'existe plus de

prisonnier politique chez nous. Il ne reste que l'enterrement, souvent clandestin, pour ceux qui n'arrivent pas à se sauver. Mais ajoutons que l'exil ne concerne pas, aujourd'hui, des cas isolés. Arce le rappelle ainsi — je le cite : *« Quand c'est tout un secteur de la population d'un pays qui se voit forcé de quitter son territoire, l'exil prend une ampleur d'holocauste et un effroi mêlé d'indignation s'empare de l'humanité. Mais quand les années se sont écoulées, cette même humanité finit par s'habituer au fait insolite et accepte l'injustice comme un fait accompli. Tel est le cas des Arméniens au début du siècle, de l'Espagne républicaine dans les années d'avant-guerre, de la population juive dans une grande partie de l'Europe à l'époque du nazisme. Tel est aussi le cas du peuple chilien récemment, et celui du peuple uruguayen et celui du peuple argentin. »*

*« Mais il y a bien d'autres cas où l'expulsion prend le caractère d'une maladie endémique permanente. Des cas où l'exil intérieur, chez soi, est la seule possibilité face à l'exil hors des frontières du territoire national. C'est bien le cas du Guatemala, aggravé ces dernières années jusqu'au point d'atteindre la population tout entière, dont deux cent mille personnes ont pu traverser les frontières, tandis qu'environ un million se réfugient dans*

*les montagnes et se dispersent sur les chemins et dans les bidonvilles... »* Fin de citation.

C'est ainsi que Manuel José Arce définit le caractère et la tragédie actuelle du Guatemala. Mais il est bien important de signaler que dans ce même travail, Arce refuse la conception de l'expatriation hors de frontières comme une perte en ce qui concerne l'identité nationale, car, comme il le dit — je le cite à nouveau : *« La patrie n'est pas seulement un territoire. Elle est également une langue, une population, des mœurs, un style, une vision collective du futur, une mémoire historique, un accent, des souvenirs, une continuité partagée. »* Fin de citation. C'est pourquoi — j'ose interpréter les paroles du poète — cette patrie dont il nous parle, rien ne peut nous l'enlever. Le voici ce soir dans ces images, dans ces couleurs. Elle s'exprime dans les tableaux de Jacobo et dans ceux d'Ana Leonor ; dans les photos de Sophie Elbaz et dans celles de Jean-Luc Beaud qui laissent deviner à la fois cette beauté magnifique et cette histoire terrifiante qui caractérisent le Guatemala. Et nous retrouverons dans quelques minutes cette patrie pour ainsi dire accompagnée par la patrie sœur salvadorienne, présente dans la troupe Guanaco. Mais j'ajouterai encore que c'est surtout chez vous qu'on la retrouve. C'est dans vos cœurs, chers amis, que je récupère ma patrie.

# LE RELIGIEUX, L'ÉTAT ET CONTROLE DE LA POPULATION INDIGÈNE AU GUATEMALA

Première partie

Le Guatemala représente un cas particulièrement intéressant pour l'analyser de la fonction assignée par l'État au religieux dans la définition des rôles sociaux. Présentée en deux parties, cette étude souligne en premier lieu en quoi la concurrence entre catholicisme et protestantisme s'articula avec les acteurs politiques. Le pouvoir « central » s'imposant par la force missionnaire, obligea ainsi la représentation indienne traditionnelle à changer de lieux de résistance.

Puis nous verrons dans la seconde partie comment l'action de ces dernières se conjugue avec la réflexion d'un pouvoir militaire tentant de régler son compte à l'expression populaire par un contrôle total de la reproduction de la société paysanne, ici indienne.

Jesus F. GARCIA-RUIZ  
CNRS

La Seconde Guerre Mondiale, les transformations politiques d'Extrême-Orient (Chine, Indochine) vont marquer profondément l'action de l'Église catholique en Amérique latine, région envers laquelle elle fournit un effort particulièrement important pour récupérer les espaces perdus dans divers pays du continent au cours du XIXe siècle et de la première moitié du XXe.

L'Église coloniale — puissante économiquement et politiquement — associée aux partis conservateurs va participer et dans de nombreux cas diriger la lutte contre les partis libéraux qui arrivent au pouvoir et contre les réformes que ces partis entreprennent. Le cas du Guatemala est particulièrement significatif puis-

que — comme au Mexique à la moitié du XIXe siècle — l'Église catholique est dépossédée de sa personnalité juridique ; on interdit l'entrée de prêtres étrangers, on les oblige à faire leur service militaire, plusieurs évêques et prêtres sont expulsés du pays pour s'être opposés aux réformes, etc. Sous le gouvernement de J. Ruffino Barrios, élu président en 1873, l'Église a été en grande partie écartée de la scène politique : en 1912, il y avait seulement 119 prêtres au Guatemala, d'âge avancé ; en 1924 il n'y avait que 85 prêtres pour les 116 paroisses !

Les années quarante représentent pour l'Église catholique la perte de territoires de mission comme la Chine, l'Indochine, etc.

Les missionnaires qui devaient être envoyés dans ces pays étaient formés à Rome, sous la responsabilité des Jésuites qui ont été les premiers à s'occuper de ces régions. La situation de groupes minoritaires à laquelle étaient réduites les missions catholiques avait impliqué — depuis toujours — la formation de missionnaires ayant des perspectives politiques et économiques et une sensibilité sociale. Une grande partie de ceux-ci furent envoyés en Amérique latine où le clergé augmenta d'une façon spectaculaire à partir de 1945 : entre 1945 et 1950, le nombre de prêtres en Amérique latine passe de 23 000 à 34 300, c'est-à-dire une augmentation de 14 300 soit 37% ; en 1963, il y avait 41 583 prêtres parmi lesquels 17 000 étaient étrangers...

#### UNE EXPULSION SPECTACULAIRE

Ces chiffres globaux sont beaucoup plus spectaculaires dans certains pays. C'est le cas du Guatemala : en 1966 (CALDER : 1970 : 59), il y avait 1 432 prêtres entre les réguliers et les séculaires, parmi lesquels 1 232, soit 86%, étaient étrangers. En 1964, il y avait 605 religieux, répartis en 20 ordres, dont seulement 9,4% étaient guatémaltèques ; pour le reste, 38% étaient espagnols, 9% italiens, 7% nord-américains, 5% salvadoriens, 4% belges, etc. On retrouve la même situation en ce qui concerne les

ordres féminins : des 60 congrégations, 41, c'est-à-dire 69%, se sont établies au Guatemala après 1954, donc après le coup d'État dirigé par la CIA.

Cette arrivée massive a entraîné une «acculturation» profonde des sociétés rurales : pour la première fois depuis la Conquête, le territoire du Guatemala sera parcouru du nord au sud et d'est en ouest par les nouveaux missionnaires appuyés financièrement par les ONG catholiques (Miserereor et Atveniat d'Allemagne, CCFD de France, Oxfam d'Angleterre...) et par l'Alliance Pour le Progrès de Kennedy puisqu'une partie importante de l'argent passa par l'Église. L'action politique est bien définie : il s'agit de rétablir la fonction hégémonique concrète de l'Église et de créer l'infrastructure qui permettra l'expression de groupes organiques qui à leur tour soutiendront la Démocratie chrétienne, nouvelle forme d'expression politique de nombreux groupes confessionnels. La «doctrine sociale de l'Église» intimement liée au «développementisme» des années soixante est perçue alors comme une garantie de «modernisation» et de transformation sociale, comme une réponse au sous-développement et comme mécanisme de «contention» face à l'influence de la révolution cubaine.

Au Guatemala, cette action d'un secteur important de l'Église catholique entre en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie

propriétaire terrienne qui essaie de récupérer le mouvement coopérativiste et revendique la propriété de terres défrichées et cultivées par des groupes d'indigènes. L'armée intervient en restreignant l'espace d'intervention de ce secteur qui, pour se défendre, s'incorpore aux mouvements les plus radicaux et/ou crée des structures propres d'autodéfense et d'intervention armée. A partir de ce moment – les années soixante-dix – l'action de l'Église catholique dans les communautés rurales est perçue comme subversive et c'est pourquoi l'on réprime ses membres, on les assassine et/ou on les expulse de ces régions.

Parallèlement au processus décrit, il est nécessaire de prendre en considération le processus corrélatif inverse développé par le protestantisme et les groupes fondamentalistes d'origine nord-américaine.

La situation d'affrontement avec l'Église catholique conservatrice amène les groupes libéraux à chercher de nouvelles alliances avec les groupes protestants progressistes des États-Unis. Ce fut le président J. Ruffino Barrios lui-même qui, en 1882, présent à New-York pour signer le traité de frontières avec le Mexique, s'est chargé de contacter les églises protestantes.

A partir des années vingt, les courants fondamentalistes ont amplifié leurs actions en Amérique latine : les transformations économiques et sociales des années trente entraînent de pro-

fondes modifications au sein de la base sociale du protestantisme traditionnel, et son projet libéral se trouve rapidement relégué à une position minoritaire. C'est à la même époque que le protestantisme fondamentaliste – financé par les multinationales religieuses nord-américaines – organise des campagnes massives de prosélytisme en s'inspirant des nouvelles techniques psycho-religieuses et de marketing. La révolution cubaine marque profondément ce mouvement : l'idéologie de la guerre froide et la politique « anti-communiste » des USA vont orienter leur action. La révolution cubaine est, sans aucun doute, le point de départ de la polarisation du protestantisme : il se produit un antagonisme inconciliable entre la tradition libérale et les sectes, antagonisme qui s'exprime à un double niveau : le socio-politique et l'éthico-idéologique. En 1961, 90% des pasteurs partent de Cuba avec 75% des convertis. Les églises nord-américaines vont les utiliser comme des « militants témoins » de l'anticommunisme.

Les années soixante marquent la rupture définitive du modèle libéral. Une atomisation sans précédent se produit à partir de cette date, à tel point que l'on trouve aujourd'hui au Guatemala plus de 300 sectes. Leur progression est surprenante en 1954, on estimait le nombre de fondamentalistes à 72 202, en 1962 à 346 000, en 1979 ils dépassaient le million et demi. En 1976, la

progression a été de 7%, en 1977 de 14% et de 1978 à 1982 la progression a été de 42%.

## FAUX ET VRAIS MIRACLES

Les différents systèmes religieux, les différentes religions, dans la mesure où ils tentent — en convainquant ou par coercition — de transformer «ce qui est pensé en ce qui est vécu» et «ce qui est prêché en vérité» construisent subjectivement l'expérience objective des différents groupes sociaux. Ils revendiquent, dans le même temps, inconditionnellement le droit inaliénable de modeliser le comportement et les représentations des croyants ; en se présentant comme seule vérité possible, ils revendiquent le droit — perçu comme obligation de tout converti — de «convertir» toute la société, et par conséquent la vision du monde et les valeurs proposées sont pensées comme — et se veulent — universelles et obligatoires.

Dans le contexte guatémaltèque, cela est revendiqué tant par l'Église catholique que par les 270 églises ou sectes protestantes ou issues du protestantisme nord-américain et qui sont présentes au Guatemala.

En ce qui concerne la société paysanne indigène, dans tous les cas l'«ennemi» c'est l'ensemble des représentations traditionnelles. Les «missionnaires» — catholiques et protestants — «*arrivent avec leur mode d'emploi*» —

selon l'expression de Marc Augé à propos de cette attitude —, ils nient «*le bien-fondé de ces représentations et substituent leurs propres miracles, les vrais, aux miracles locaux, les faux.*»

Dans cet affrontement, les représentations traditionnelles et les groupes détenteurs du contenu de celles-ci ne disposent pas — dans la majorité des cas — des moyens nécessaires pour faire face. En effet, la représentation traditionnelle est vulnérable parce qu'une partie importante de la structure politique qui la soutenait et qui l'articulait a disparu et a été supplantée et remplacée par de nouveaux lieux de pouvoir contrôlés par les métis au niveau local, régional et national. Par ailleurs, la spécificité des représentations de la société indigène, par l'intermédiaire de ses représentants (chamanes, astrologues, devins, guérisseurs) tente de comprendre les mécanismes qui organisent les actions des «groupes agresseurs», les transformations... pour organiser une réponse et proposer une explication qui rééquilibre les consciences perturbées des membres de la société dont la responsabilité leur a été transmise par les ancêtres. Comprendre, pour eux, est synonyme d'appropriation, d'organisation du sens et en conséquence de maîtrise sur la réalité et sur les transformations. Et c'est là où se trouve le lieu de rupture : ce mécanisme qui s'était montré efficace dans la majorité des situations précédentes ne l'est plus, le coup

par coup comme méthode d'intégration et de réponse sociale s'avère inopérant. La différence avec les situations antérieures est de «nature» ; bien souvent le groupe de spécialistes manque de la «latitude» nécessaire pour comprendre la différence de rapports, et pour se situer efficacement dans la nouvelle relation de forces. Bien que dans de nombreux cas ils la perçoivent, ils n'arrivent pas à capter la signification réelle des relations entre la nouvelle religion et le pouvoir (au Guatemala, la dictature militaire), relation qui ne laisse de place ni au relativisme ni au doute : l'efficacité de la croyance proposée, la garantie de sa véracité se trouvent dans le pouvoir qui la soutient, la vérité est simplement vraie puisque la force les oblige à la soumission et, dans le cas des «villages modèles», le pouvoir garantit que la vérité n'est autre que celle du fusil des militaires.

Face à cette situation, les responsables de la croyance traditionnelle tentent de déplacer le «lieu de résistance» : se sachant impuissants et sans les moyens nécessaires pour affronter l'action du missionnaire — nouveau colonisateur — sur le terrain du «contenu idéologique», ils se retranchent dans le secteur du système de représentation se référant au malheur, à la maladie, à la mort et c'est dans ces «lieux» qu'ils organisent la résistance.

Il est intéressant de constater que ceux-ci furent également les lieux de résistance face au conquistador, il y a de cela cinq cents ans : le corps des prêtres, devins... mayas, en prenant conscience que c'était vers lui que la

répression était dirigée — puisqu'ils étaient les représentants de la vérité concurrente proposée par les missionnaires —, s'est intégré aux communautés paysannes comme simples guérisseurs, car pour les Espagnols médecine et religion étaient de nature différente. Actuellement, face à l'action des différents groupes religieux, les responsables de la communauté adoptent une attitude similaire en utilisant l'action thérapeutique comme lieu d'intervention.

### LA CROYANCE COMME IDENTITÉ

L'affrontement entre les différents groupes religieux pour conquérir ou maintenir leur hégémonie les conduit à définir des lignes de démarcation, inclusions, exclusions... ; la volonté de transformer ce qui est pensé en socialement vécu les oblige à définir pour les différents groupes sociaux ce qui est pensable, ce qui est possible, ce qui est permis, ce qui est obligatoire, et leurs contraires. C'est par ce moyen que les groupes religieux limitent et orientent la conduite des croyants puisqu'ils leur fournis-

sent une représentation compréhensible et communicable, représentation qui prétend que le croyant la vive comme seule composante de sa conscience et de son identité. Le croyant doit penser, percevoir, et connaître le monde à travers la représentation qui lui est proposée ; il doit se penser, se percevoir et se connaître à travers les possibilités, les limites et les contradictions que lui permet sa croyance.

Or, les limites que la croyance impose — s'agissant d'une société classiste comme celle du Guatemala — sont déterminées par la spécificité de la vision du monde créée pour satisfaire les nécessités — et intérêts — du groupe social auquel l'individu appartient. En d'autres termes, le pouvoir politique traditionnel avait confié à l'Église, en Amérique latine, la fonction de produire la signification capable d'assurer la reproduction idéologique des groupes dominés et de reconstruire l'expérience collective comme contenu de la croyance. L'action évangélisatrice menée au Guatemala a fait que l'Église catholique, pour pouvoir maintenir son hégémonie (que pour des raisons historiques elle avait le droit de revendiquer), s'est vue contrainte (comme dans le reste du continent) à réorienter son ac-

tion sous la pression de la base cléricale et laïque. En effet, dans un document des années soixante-dix, les missionnaires espagnols en explicitent clairement l'enjeu : « *La révolution en Amérique latine se fera avec ou sans nous, mais si elle se fait sans nous, elle se fera contre nous.* » En conséquence pour maintenir sa position, elle se politise et politise ses fidèles en réorientant son discours et en justifiant — à travers lui (l'Évangile) — les revendications politiques et sociales. Face à cette nouvelle conjoncture et pour récupérer l'espace perdu, les USA et différentes forces politiques guatémaltèques impulsent le développement des sectes fondamentalistes nord-américaines comme « moyen de contention » et leur assigne des fonctions bien précises dans la reconstitution de la structure sociale.

En d'autres termes, l'État, en plus d'utiliser le religieux de tradition catholique et protestante contre le système de représentation des communautés indigènes, se sert également à partir des années quatre-vingt des sectes pour déplacer l'Église catholique, en leur confiant l'espace traditionnellement détenu par celle-ci et en leur assignant la fonction de restructuration du contenu de ce qu'« il faut croire ».

# THEATRE D'UN VIOL

« *Torotoumbo* », éditions Seghers,  
traduit par René L. F. Durand

Entrer dans l'univers romanesque du grand prix Nobel de littérature guatémaltèque : Miguel Angel Asturias, c'est s'enfoncer dans des pays étranges, féériques, envoûtants ou terriblement cruels. Tant de qualificatifs et, pourtant si peu, comparés à la fiction et au style d' Asturias.

CULTURE

C. P. K.

La mélodie de la langue, héritière du Vieux et du Nouveau Monde d'Amérique hispanique, résonne aux oreilles du lecteur et martèle de son timbre chaud chaque phrase, chaque terme. Cette musique de mots, on la reçoit comme un tourbillon lyrique dont les profondes racines s'ancrent dans la chair même de la poésie. En effet, que M.A. Asturias nous entraîne sur les pistes des conquistadores, à la suite d'un président-dictateur, dans les tourbillons du Carnaval — le *Torotoumbo* — ou bien à l'origine des « Hommes de Maïs », chacun de ses romans est veiné de chants poétiques qui coulent dans le corps même des récits et des aventures.

Le legs de cet illustre écri-

vain guatémaltèque ? : son choix d'écrivain centro-américain, au présent délicat, éclairé à la lumière d'un passé d'origine indienne mais aussi, cruel et sanglant par les méfaits des conquistadores. Tels sont les Indiens guatémaltèques, descendant des Mayas, avec leur patrimoine génétique et culturel. Loin d'en faire un sujet d'exotisme ou d'en tirer gloriole, Asturias les insère dans la littérature sous les traits d'êtres de papier et de chair, si prenante est la réalité-fiction.

Jamais ne sont mentionnés en tant que tels les termes d'injustice ni de luttes sociales. Cependant, combien forte l'atmosphère de violence et de rapports serviles est rendue dans les situations typiques.

Un écrit antérieur et moins célèbre que *Monsieur le Président* qui obtint le prix Nobel de littérature en 1967 va servir de base à une réflexion et à une rapide analyse stylistique et romanesque. Il s'agit de *Torotoumbo*, récit d'apparence mineur, écrit en 1966, à partir de *Week-end au Guatemala*.

Sans doute n'est-il pas facile, actuellement de pouvoir se procurer *Torotoumbo* parce que très rare en librairie. Comme le roman de Yann Queffelec : *les Noces barbares* — prix Goncourt en 1985 —, ce récit s'ouvre sur une situation des plus répugnantes de l'être (dit) humain. Le point commun entre ses récits, c'est un viol. Or, peut-on graduer l'horreur et la souffrance morales et physiques lors d'un tel acte de cruauté barbare, à jamais irréparable ? Difficile en effet. Et pourtant, les circonstances, la nature même de l'acte paraissent à la fois plus ignobles et plus banales dans le récit de *Torotoumbo*. Tout d'abord, le contexte historique place le lecteur en position de témoin gêné et gênant qui l'affectera immédiatement et ce, jusqu'à la dernière ligne. La petite victime immolée s'appelle Nativité Quintuche, toute jeune indienne de sept ans, à peine sortie de la petite enfance. Proie d'autant plus facile qu'elle s'est perdue chez le vieux loueur de travestis et de masques nécessaires aux «Cérémonies de la Fête des Hommes de Couleur», et qu'elle ne peut échapper au malé-

fice de cette antre du Diable qui la fascine.

Témoin gênant, le lecteur devient assurément car juste après le viol de Nativité, il apprend que le marchand, ce triste individu, est membre du «Comité de défense contre le communisme, raison socio-politique qui le met à couvert de toute enquête de police chez lui» (p. 20). L'épisode du viol souligne les rapports de violence latents. L'écrivain ne se contente pas de narrer un épisode odieux et abominable mais, au long du récit, il fait ressentir le décalage social, ethnique et religieux entre le monde de monsieur Stanislas et des compères Quintuche et Nataya. Il est simplement de relever ce passage au chapitre I : «(...) le cri s'étouffa dans leur gorge, ils s'agrippèrent mutuellement pour ne pas tomber, devant la dépouille ensanglantée de Nativité Quintuche sur laquelle était couché un énorme démon.» Sacro-sainte terreur des Indiens : «— Le Diable ! Le Diable !... crièrent-ils» face à la poltronnerie scandaleuse de monsieur Stanislas, nauséeux personnage s'écriant : «Quel père ! Quel parrain ! Ivrognes... c'est joli, très joli ce que vous avez fait, ruiner mon affaire, car vous, vous irez en prison mais moi je vais rester sous le poids de la honte que le démon ait chez moi violé une vierge !...» Aucun signe de rébellion ni de vengeance, seulement honte et humilité doublées de gratitude et de résignation quand Stanislas se veut

grand seigneur en restituant l'argent de la location des objets : «*Que Dieu récompense ton bon cœur, monsieur Stanislas.*» Face à une telle situation le sang ne fait qu'un tout et le lecteur ne peut que bondir à la suite des deux Indiens fuyant ce lieu maudit pour enterrer «*le cadavre de la petite femme*» dans leur terre ancestrale, au cours du *Torotoumbo* pour chasser le diable violeur de vierge (5).

Ce danger écarté, surgit un autre témoin gênant, son propre voisin, un Calabrais, dont les menaces ne font qu'aviver ses craintes. Il se rassure donc de la façon suivante : «*Bandit, non seulement évadé de l'Île du Diable, mais encore communiste !*» qui lui propose ce marché en échange de son silence à lui Stanislas Tamagas : «*Nous travaillerons ensemble à l'intérieur du Comité ! Chaque jour vous me donnerez une copie écrite ou de mémoire des personnes dénoncées.*» Après le départ de l'Italien, il se tient le discours suivant : «*C'est très tard que le Pape avait dit que les Indiens étaient des hommes et non des bêtes dont on pouvait disposer et dont on disposait toujours.*» Alors ? A l'appréciation de chacun. Ainsi, rien dans la prose limpide d'Asturias n'est jeté au hasard. L'essentiel pèse : toute la trame du drame indien est filée dans les quarante premières pages. Il s'agit bien d'une oppression multi-séculaire, bien orchestrée, qui défile sous les yeux du lecteur. La politique répressive au

quotidien y est présente et rien ne manque au sombre tableau.

#### LA RELATION ENTRE MÉTIS ET INDIEN

Pour le lecteur ni guatémaltèque ni même latino-américain, cette littérature paraît bien différente de l'europpéenne. Il suffit de relire par exemple *les Nocces barbares* de Queffelec pour s'apercevoir que le propos de Miguel Angel Asturias dans *Torotoumbo* n'est pas tant d'amorcer le récit par la petite Nativité Quintuche que d'exposer le plus simplement possible la nature des relations entre métis et Indiens. En effet, le personnage de Stanislas Tamagas se sait à l'abri de la vengeance des deux malheureux Indiens, en tant que parents et indigènes. Tout d'abord, ils respectent le loueur de travestis par nature et par fonction, pourrait-on dire, puisque, à la recherche de la fillette disparue chez Stanislas, ils «*essayaient de ne pas troubler le silence de tant de choses de leur foi fardées là : soleils, lunes, étoiles : de leur foi d'avant et de leur foi présente*» (p. 25). En quelque sorte, le métis est le gardien de leurs valeurs religieuses, donc de la morale et des traditions préhispaniques encore vivaces à travers leur conversion forcée au christianisme. Cette garantie fondamentale, Stanislas la teste au moment où les compères découvrent, totalement affolés, «*Chair crue couvrant de toute sa masse rose le petit corps rigide*

et ensanglanté de Nativité.» Leur réaction peut sembler pué-  
rile : ils ne réalisent pas — ou ne  
veulent pas — que la mort suite  
au viol ait été commise par Sta-  
nislav lui-même. Il le savait bien  
lui qui a fait endosser son crime  
au pantin diabolique.

D'autre part, que pèsent les  
dires d'Indiens encore considérés  
comme des bêtes de somme au-  
près d'un Guatémaltèque patrio-  
te et membre actif du Comité de  
défense contre le communisme ?  
Pas grand chose. D'autant qu'il  
veut à tout prix se faire passer  
au-dessus de tout soupçon et  
qu'il invitera chez lui : « *monsei-  
gneur l'Archevêque, monseigneur  
le Nonce, Monsieur le Président  
et un yankee inconnu avec son  
capuchon* » au dernier chapitre.  
Puisque la justice ne fait pas son  
devoir, c'est l'anarchiste italien  
qui dépose une bombe expiatoire  
dans le diable de Tamagas.

Sans pousser plus avant  
l'analyse de Torotoumbo, le lec-  
teur est à même de retenir plu-  
sieurs points essentiels. Tout  
d'abord, le monde romanesque  
d'Asturias n'est pas simplement  
l'expression de forces dichotomi-  
ques attirées par le Bien ou le  
Mal, comme dans les romans de  
Victor Hugo par exemple.

Dès le premier chapitre, les  
protagonistes deviennent l'enjeu

de la trame romanesque. D'un  
côté les Indiens : les quémàn-  
dèurs, des êtres simples ou arrié-  
rés, selon le point de vue où l'on  
se place, et de l'autre, le mar-  
chand. Stanislav, un métis, mem-  
bre du Comité contre le commu-  
nisme. De plus, l'écrivain dépasse  
la simple dichotomie des pauvres  
Indiens et du riche marchand, en  
introduisant l'élément perturba-  
teur, l'étranger indésirable qui  
réagit pour lui et les opprimés.

Torotoumbo semble cons-  
truit comme une pièce classique  
dont le choix du métis et des In-  
diens est bien cerné, typique  
d'une mentalité profondément  
ancrée de part et d'autre. Il  
n'effleure, en effet, même pas à  
l'esprit du père et de l'oncle de  
Nativité que M. Stanislav peut in-  
carner le Diable, voire leur Mal.  
Pour eux, ce viol meurtrier est  
une fatalité. Le marchand a tout  
essayé pour leur faire endosser  
l'erreur d'avoir oublié la fillette  
chez lui et, par conséquent, d'être  
à l'origine de sa disgrâce à lui.  
Du reste, la confession de son  
acte n'est que fantaisie. Quant au  
Calabrais qui le poursuit pour  
venger les Indiens et se débarras-  
ser d'un agent contre le peuple,  
on peut y voir un personnage  
touchant de naïveté et si fou  
qu'il ira jusqu'au bout de ses actes.

# 1987, ANNEE DE L'ENVIRONNEMENT

## *Pauvreté et logement dans la capitale guatémaltèque*

VU, ENTENDU

*C'est dans son dossier spécial numéro 716, de novembre 1986, qu'Inforpress présente «Les données essentielles pour aborder l'étude d'un des plus grands défis que le gouvernement paraît prêt à affronter, avec les limites des politiques proposées.»*

En raison de manque d'hygiène quarante-huit enfants moururent ces derniers mois au bidonville El Mezquital. Le dirigeant d'une des communautés déposa le cadavre d'une fillette sur les marches du Palais national : il fallut cet acte pour qu'enfin soit partiellement installée l'eau courante dans cette zone.

Dans la capitale, 33% de la population vit dans des demeures précaires d'où sont absents les services essentiels. La croissance annuelle du déficit habitationnel se monte à 28 000 logements, alors que le secteur privé de la construction n'est capable de fournir que 3 000 logements par an, un peu plus que le secteur public. Aussi les invasions de terrains à Guatemala-Ciudad sont-elles une vieille histoire, qui se précipita à partir du tremblement de terre de 1976. Plus tard, en 1984, 2 000 familles envahirent des terrains sur cinq points différents. Un seul réussit à se consolider : le Mezquital, où en cinq mois s'installèrent 9 400 familles.

Selon une enquête effectuée dans un quartier de Mezquital, sur 613 familles, 499 pères travaillent ainsi que 245 mères et 289 enfants. Mais la majorité

n'accède qu'à de «petits boulots». 529 de ces familles déclarent un revenu mensuel inférieur à 100 dollars. D'après le Secrétariat du conseil national de planification économique (SEGEPLAN), en 1984, il est estimé que «les ressources annuelles (programmes publics et privés) consacrées aux zones marginales étaient de 1,5 dollar par habitant»...

Pour le secteur privé et public, la raison du déficit habitationnel provient de l'incapacité d'achat de la population. Ainsi, la Banque nationale du logement se limite-t-elle à offrir des logements aux demandeurs pouvant obtenir des crédits.

### UN CRUEL MANQUE DE LOGEMENT

D'après Luis Alvarado («Le développement capitaliste du Guatemala et la question urbaine»), les terrains de la capitale se revalorisent à un rythme annuel de 94%. Le second élément qui intervient dans cette problématique est le coût de construction. Suivant les calculs de la Chambre guatémaltèque de la construction, les prix ont augmenté de 31% au cours des deux dernières années alors que le facteur «main-d'œuvre est stable depuis 1981.»

Après le tremblement de terre, se crée sous la tutelle de l'État le Fonds spécial de reconstruction, qui aborbera 140 millions de quetzales de bons d'État et de prêts, avec lequel la BANVI va acquérir des terrains. En 1981, un an après donc, le coût des lots offerts par cette dernière était de 52 quetzales le m<sup>2</sup>, tandis que le secteur privé cédait des lots similaires pour 29 quetzales le m<sup>2</sup> dans une zone résidentielle. Sachant que dans 57% des cas, la BANVI répond aux demandes de logement par l'attribution de «lots urbanisés», dans lesquels la construction n'est pas comprise...

Ce manque d'habitations représente le premier grand problème social que dut affronter le président V. Cerezo : la BANVI fut le premier organisme public qui annonça un important changement dans sa politique. Abandonnant le rôle de constructeur et d'administrateur de logements qu'elle s'était fixée, la BANVI s'intéresse simplement au financement, laissant le reste au secteur patronal de la construction. Par ailleurs, la Chambre de la construction contracta un technicien afin de réviser le règlement d'urbanisation de la municipalité ; les normes deviennent plus flexibles, permettant à l'initiative privée d'offrir des habitations meilleur marché, à moindre coût. Finalement, cette Chambre présenta deux projets de lois au Congrès se rapportant au financement d'habitations populaires, auquel s'opposa le secteur privé refusant de payer un nouvel impôt. Aujourd'hui le Comité de reconstruction national (CRN) et la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRF) mettent en marche un «Programme d'amélioration urbaine» qui nécessitera des ressources techniques sophistiquées et coûteuses. Mais, pour le fonctionnement de ce programme, il est indispensable que les terrains soient achetés. Un projet similaire est souscrit par la municipalité de Guatemala-Ciudad et l'organisation non gouvernementale Coopérative américaine d'expéditions vers l'extérieur (CARE), avec le «Programme urbain d'aliment pour le travail». Quels objectifs signifient ces projets pour le gouvernement ? «Des réformes ont été mises en place pour renforcer l'économie, contrôler l'inflation et permettre un meilleur équilibre des revenus. La réussite de ce plan pourrait être en danger si les méthodes d'austérité provoquaient une réaction de violence»...

# LES PATROUILLES D'AUTODEFENSE CIVILE

7<sup>e</sup> rapport d'America Watch  
sur le Guatemala

VU, ENTENDU

*Dès leur création en 1982, il était visible que les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) seraient un instrument de reprise en main de la population. Aujourd'hui, ce système est le modèle contre-insurrectionnel le plus étendu et le plus élaboré de contrôle d'une population du monde.*

C'est au même moment, début 1982, que se développe la campagne «Victoire 82» et que sont créés les PAC. L'alternative aux massacres ou à la fuite étant pour les paysans indiens de former une patrouille civile au village, sous protection militaire.

En 1986, chaque membre des PAC devait être consulté sur son désir d'y participer. Bien qu'il ait déclaré, en février 1985, que moins d'un tiers des membres des PAC sert volontairement, rien n'a été entrepris dans ce sens par le gouvernement démocrate-chrétien. Pourtant, la fiction selon laquelle ces structures sont l'expression spontanée du patriotisme des paysans indiens dure toujours.

Dès 1982, l'armée avait décidé d'utiliser la connaissance du terrain des habitants, et de les intégrer aux rangs militaires par voie détournée ; la tactique étant la prise de contrôle de la population par des techniques modernes, comme le montre explicitement un document de l'armée guatémaltèque. Par exemple : des cérémonies de serment de fidélité où l'on voit défiler des rangs d'hommes en chapeau de «cow-boy» sous un drapeau, et Miss Patrouille civile entonner l'hymne national. Durant l'un des premiers rallyes, l'armée distribue des fusils aux premiers rangs des patrouilleurs devant des journalistes étrangers et l'attaché militaire des États-Unis, puis simulacre d'assaut, présentation des habits ensanglantés

d'un guérillero (supposé), et on brûle un drapeau de la guérilla, et le drapeau guatémaltèque est drapé sur l'épaule de l'attaché nord-américain.

Mais, un peu plus tard, plusieurs officiers de haut rang reconnurent que «*l'armée envoyait les patrouilles civiles faire le sale travail*» (interview par l'auteur du rapport, mai 1985, Guatemala-Ciudad). En effet, un prêtre Maryknoll a vu les patrouilles utilisées pour un massacre (lettre de Ron Hennessey, 26 juillet 1982).

Début 1984 : 900 000 enrôlés. Dans le journal *El Grafico* en janvier 1986, un porte-parole de l'armée a déclaré que ce chiffre atteignit un million, ce qui signifie que tous les paysans indiens servent dans les PAC. On trouve même des enfants et des vieillards, des écoles entières et, dans quelques cas, des femmes.

Très peu d'armes sont distribuées ; 5% sont armés. Beaucoup doivent acheter les armes à l'armée : par exemple, tout le village doit se cotiser. Ils doivent souvent aussi acheter des tee-shirts avec l'emblème de la patrouille locale, le numéro de la compagnie et le nom du village. Autre moyen d'enrégimentation, ils sont obligés de porter un drapeau quand ils patrouillent et chaque membre doit avoir une carte d'identité. Les volontaires restent peu nombreux et sont souvent des gens tirant un certain bénéfice de l'amitié des militaires ou bien des pauvres gens poussés par la peur. «*Voir nos filles violées ou avoir une PAC*», dit un paysan. De toute manière, il n'y a pas d'autre solution que d'obéir et de nombreux cas d'assassinat pour refus d'obtempérer ont été observés.

Sous les ordres directs de l'armée, on trouve le commissaire militaire qui vérifie l'assistance des membres, toutes leurs activités. Parfois, il protège la population grâce à sa connaissance des décisions de l'armée. Le chef de patrouille est un habitant choisi par le commissaire, directement par l'armée ou encore par les villageois. Chaque jour, il doit faire son rapport sur les activités de la patrouille.

Le patrouilleur de base est soumis à un régime très dur, doit livrer tout subversif découvert — «*que ce soit ta mère ou ton frère*», voilà les ordres. Tous tremblent sans cesse, craignant de parler à un espion. En effet, il reste beaucoup de sympathisants de la guérilla ou même des actifs qui infiltrent les patrouilles. D'où l'intimidation à laquelle ils sont soumis et, dans les zones troublées la facilité avec laquelle ils sont abattus au moindre soupçon.

Le travail est très lourd ; il peut signifier vingt-quatre ou quarante-huit heures de patrouille tous les trois jours, des tâches de gendarmerie, du travail de défrichage, des exercices militaires, des courses à pied... Cela permet de surveiller constamment 265 000 paysans qui aidaient la guérilla (statistiques de l'armée, septembre 1983) auparavant. Par ailleurs, les patrouilleurs sont envoyés dans les montagnes pour localiser la guérilla ou les réfugiés de l'intérieur, et ont alors la tâche affreuse d'éliminer ceux qu'ils rencontrent ou de ramener les réfugiés de force. Souvent, ils doivent avancer en avant-garde pour protéger l'armée ou même accomplir des massacres.

Les dangers encourus par les membres des patrouilles sont donc nombreux : être tué en service ou enlevé sur soupçon de trahison. Cela mis à part, les effets économiques sont importants : journées de travail perdues, fatigue, mais ce sont les effets psychologiques qui sont les plus néfastes. C'est tout l'esprit communautaire qui disparaît, des suspicions qui naissent, puisque dénoncer devient un devoir. Les pratiques traditionnelles sont méprisées et c'est l'égoïsme qui souvent les remplace si persuasif est l'endoctrinement. Il faut bien chanter : *Je suis un soldat victorieux / De la défense civile / Toujours côte à côte comme un frère / Avec la valeureuse armée...*

Pourtant, les contradictions sont visibles ; en témoigne l'exemple de deux villes : l'une qui n'est pas nommée qui a été complètement asservie par l'armée ; l'autre, Cantel, a pu mener une lutte victorieuse contre l'intégration dans les PAC grâce à une forte cohésion, à des coopératives et à des mouvements de jeunesse.

# INDEX

## des numéros 18 à 35

Avant tout instrument d'information et d'analyse, *Solidarité Guatemala* s'essaye à traiter d'une réalité guatémaltèque, centro-américaine peu connue. Aussi cet index vise-t-il à en faire un outil de référence.



### ECONOMIE

---

- Numéro 18 Du capitalisme sauvage à l'économie de guerre  
Numéro 21 La militarisation de la famine  
Numéro 22 L'industrialisation dépendante  
San Antonio Ilotenango : une communauté comme les autres  
Petro-Quetzal : l'enjeu du pétrole au Guatemala  
Numéro 23 La modernisation conservatrice  
Numéro 26 La politique contre-insurrectionnelle sous perfusion financière  
Numéro 30 La redistribution des pouvoirs : le dialogue national  
Numéro 34 Aspects socio-économiques d'une crise géopolitique. *Institut historique centro-américain (IHCA)*

### LUTTE ARMEE

---

- Numéro 20 L'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque  
Numéro 22 L'alternative populaire face aux généraux  
Numéro 23 La guerre des Mayas. *Jean-Marie Simonet, journaliste.*  
Numéro 24-25 Bilan et perspective 1982-1983  
Numéro 26 Après les élections, la contre-insurrection  
L'évolution de la guerre  
Numéro 30 Trois bougies pour l'unité  
Numéro 32-33 Des nouvelles perspectives politiques pour l'URN

### MOUVEMENTS POPULAIRES ET SOCIAUX

---

- Numéro 19 Le mouvement étudiant au Guatemala  
La longue marche des syndicalistes  
Numéro 20 Le FP 31 : de l'ambassade d'Espagne à l'arène internationale  
Le FDCR : un pas vers l'unité  
Numéro 21 Quand les torchons brûlent. *Cristina et Rigoberta Menchu*  
De la muchacha au respect  
Alaïde Foppa et les autres  
Echec et mat au syndicat jaune  
Numéro 24-25 Cinq cents licenciements made in USA à Coca-Cola  
Numéro 26 Le dynamisme salarial  
Un syndicaliste vu, un syndicaliste tué. *Michel Demyk, historien*  
Coca-Cola Story. Entretien avec *Victor de la Fuente, journaliste*  
Numéro 27 Au cœur de la guerre, avec *Rigoberta Menchu*  
Apparition publique du CUC. *Rigoberta Menchu*  
Numéro 35 Cheminements diplomatiques : le dossier guatémaltèque à l'ONU. Entretien avec *Raul Molina, membre de la RUOG*  
Un vieux démon resurgit : qui demande une réforme agraire ?  
Campagnes : quelles ouvertures démocratiques pour les paysans ?  
Mezquital, une ville en marge : les « pobladores » s'organisent. Entretien  
Contre l'oubli : le Groupe d'appui mutuel  
UNSITRAGUA : une nouvelle confédération se présente. Entretien

---

## INDIENS

---

- Numéro 18      Autour des femmes indiennes  
Numéro 28-29    L'exemple de Tetzahuic  
Les églises et le mouvement indien au Guatemala. *Yvon Lebot, sociologue*  
La politique indigéniste. *Michel Demyk, historien*  
Les Indiens et le processus révolutionnaire. *Arturo Taracena, historien*  
Apparition publique du CUC. *Rigoberta Menchu*  
Situation des droits de l'homme concernant les Indiens  
Peuple indigène et révolution marchent ensemble au Guatemala  
N'est pas ladino qui veut. Entretien  
Une science qui tue  
L'Indien guatémaltèque : cinq cents ans de lutte sans trêve. *Manuel Jose Arce, écrivain*

---

## SOLIDARITE

---

- Numéro 18      Publicité pour un génocide  
Numéro 32-33    Démocratie et solidarité sont complémentaires  
Nord-Sud, un exemple. Entretien avec *Roger Rouquette, député de Paris*  
Briser le mur du silence : le rôle accru de l'information internationale  
Les ONG : une action continue. Entretien avec *Maurice Barth, consultant de la CIMADE*  
Sanctuary Movement : la solidarité aux Etats-Unis  
Une dénonciation constante. *Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG)*  
Numéro 34      Pour une solidarité critique. Entretien avec *Eric Venturini, écrivain*  
Procès à Tucson  
Numéro 35      Santiago Atitlan menacée. *CDHG*

---

## INGERENCE ETRANGERE

---

- Numéro 18      Rencontre Reagan-Rios Montt : feu vert pour l'accélération de l'intervention  
Numéro 21      Histoire du Guatemala : des hommes et des femmes  
Numéro 24-25    Repères chronologiques  
1954 avec des yeux d'adolescent. *Manuel Jose Arce, écrivain*  
Sur les sentiers de la guerre  
Entretien avec Miguel Angel Asturias, « Sur la route de l'exil », d'*Armand Gatti*  
Deux bilans critiques de la défaite de 1954 : le Parti guatémaltèque du travail et Che Guevara. *Michaël Lowy, chercheur*  
Les mille et un visages d'une intervention. *J. R. del Prat, anthropologue*  
Numéro 34      Contadora : quel avenir pour la paix ?  
Numéro 35      Inventaire : comment s'arment les Etats centro-américains

---

## EGLISES

---

- Numéro 18      Des chrétiens dénoncent : le prophète et le génocide  
Numéro 20      L'engagement chrétien : le sel et la terre  
Le pape au Guatemala : un voyage sans fin  
Numéro 27      La conscience du vécu. Entretien avec *Margarita Garcia, religieuse guatémaltèque*  
Le choix des pauvres. Entretien avec *Jean-Claude Thomas, prêtre*  
Partez et enseignez à toutes les nations. *J. R. del Prat, anthropologue*  
Numéro 30      L'église catholique guatémaltèque : la transition hésitante  
Numéro 34

---

## VIE POLITIQUE

---

- Numéro 18 La lutte face au génocide  
Numéro 20 Le régime de Rios Montt un an après  
Numéro 21 Encore un général  
Numéro 22 D'un général à l'autre  
Numéro 23 Constat d'échec pour Mejia Victores  
Numéro 24-25 Démocratie et gangstérisme  
Numéro 26 Constituante mode d'emploi  
Numéro 27 La fleur au fusil  
Numéro 28-29 Contrôle pour les uns, public-relations pour les autres  
Numéro 31 La continuité constitutionnelle assurée par les militaires  
Plaidoyer pour une démocratie violée  
La course à la présidence  
Près des urnes, dans la rue  
Numéro 32-33 L'alternance démocrate-chrétienne entre guillemets  
A la lumière des résultats électoraux de novembre 1985  
Interview d'un responsable d'*Inforpress* à Guatemala-Ciudad  
Numéro 34 Nouvel éclairage et vieux reflets  
Numéro 35 Une réalité persistante : 900 000 embrigadés dans les PAC. Témoignage

---

## CULTURE

---

- Numéro 28-29 La voix du silence (*France-Culture*)  
« El Norte », la peur et l'espoir  
Numéro 30 Qui est Alaïde Foppa ?  
Numéro 31 Délit, condamnation et exécution d'une poule. Hommage à Manuel Jose Arce  
Portrait de Manuel Jose Arce. *Jose Mejia, écrivain*  
Numéro 32-33 « Il faisait si beau ce matin... ». Poème de L. Aragon  
Numéro 34 Football guatémaltèque : crises et châtimeut  
Numéro 35 Acul avant, Acul après : l'urbanisme en temps de guerre

---

## DROITS DE L'HOMME

---

- Numéro 19 L'accusé absent  
Lettre d'un fils à son père ministre des Affaires étrangères  
Rapport sur un génocide  
Comment on fabrique des criminels  
L'anthropologie est-elle une science neutre, ou sert-elle comme arme au génocide ?  
Numéro 23 Le pays des cent Oradours  
Qu'est devenu l'article 43 ?  
Une mission périlleuse : Garcia Borrajo au Guatemala  
Numéro 26 Légalisation d'un génocide  
Numéro 27 La disparition : une torture qui n'épargne personne  
Numéro 28-29 La situation des droits de l'homme concernant les Indiens  
Démocratie et droits de l'homme  
Numéro 30 Une des plus cruelles et la moins décriée  
Le Groupe d'appui mutuel (GAM)  
Un dimanche de septembre. Témoignage d'un disparu réapparu  
Le phénomène des disparus  
Numéro 31 La peur et le courage  
Numéro 32-33 Une dénonciation constante  
Numéro 34 Les droits de l'homme en Amérique centrale  
« Nous voulons les retrouver vivants »  
L'administration démocrate-chrétienne et les droits de l'homme. *CDHG*  
Numéro 35 Contre l'oubli : le Groupe d'appui mutuel

## REFUGIES

- Numéro 26 La mémoire vivante d'un génocide  
Numéro 27 La déportation  
Numéro 32-33 La « reubication » de Chajul  
Sanctuary Movement : la solidarité aux Etats-Unis  
Visite chez les réfugiés guatémaltèques. *Pierre Toulat, prêtre*

## DOSSIERS

- Numéro 19 Le Tribunal permanent des peuples  
Numéro 21 Femmes en lutte  
Numéro 22 Du développement dépendant à l'affrontement  
Numéro 23 Comment la terreur est-elle administrée ?  
Numéro 24-25 1954 : Big Brother intervient au Guatemala  
Numéro 26 Printemps syndical sans Premier Mai  
Numéro 27 La théologie de la libération  
Numéro 28-29 Des anciens Mayas à un nouveau Guatemala  
Numéro 30 La disparition comme méthode de gouvernement  
Numéro 31 Des élections sous haute surveillance  
Numéro 32-33 Briser le mur du silence  
Numéro 34 Une Amérique centrale sous pressions  
Numéro 35 A l'écoute des mouvements sociaux

ABONNEZ-VOUS A

solidarité  
**guatemala**

NOM. .... PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

CODE POSTAL. .... LOCALITE .....

désire recevoir durant un an  
la revue « Solidarité Guatemala »

- Abonnement annuel : 70 francs  
 Abonnement de soutien : 100 francs

Retournez ce bulletin à :  
Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

## SOMMAIRE

*Editorial*

*p. 3*

*Identités*

*p. 5*

*Un an de gouvernement civil*

*Où va Vinicio Cerezo*

*p. 6*

*Droits de l'homme au Guatemala*

*Bilan 1986*

*p. 9*

*URNG : une stratégie pour la paix*

*Entretien*

*avec ses représentants en Europe*

*p. 13*

*Loin de la capitale*

*Un réfugié interne parle*

*p. 16*

*Réflexions paysannes*

*après un génocide*

*Le CUC en 1987*

*p. 19*

---

## Dossier

Europe-Amérique centrale : l'aide

*Présentation*

*p. 22*

*La diplomatie de l'argent*

*Le président guatémaltèque*

*en tournée*

*p. 24*

*Sentiment de défaite*

*en Amérique centrale*

*Le rôle de l'Europe*

*p. 28*

*RFA-Guatemala*

*Dis-moi qui tu aides...*

*p. 32*

*Solidarité mondiale*

*et solidarité en France*

*La polémique anti-tiers mondiste*

*p. 36*

*Israël*

*Du Proche-Orient*

*à l'Amérique centrale*

*p. 40*

---

*Aller au Guatemala*

*Etre solidaires d'une réalité*

*p. 44*

*Images et couleurs du Guatemala*

*Par exemple, l'exil*

*p. 46*

*Le religieux, l'Etat et contrôle*

*de la population indigène*

*(première partie)*

*p. 49*

*Théâtre d'un viol*

*« Torotoumbo »*

*p. 55*

*1987, année de l'environnement*

*Pauvreté et logement*

*dans la capitale guatémaltèque*

*p. 59*

*Les Patrouilles d'autodéfense civile*

*7<sup>e</sup> rapport d'America Watch*

*sur le Guatemala*

*p. 61*

*Index des n<sup>os</sup> 18 à 35*

*p. 63*

